Prix : 3 euros N° 32 avril - mai - juin 2015

MÉMOIRES

Revue de l'Institut d'Histoire Sociale
Cgt d'Île-de-France
urif@cgt.fr

L'Avenir Social à Mitry-Mory
De l'école anarchiste à l'éducation prolétarienne

(pages 18 à 22)

La tardive Légion d'Honneur de Paul Castel

(pages 16 à 17)

Comment tuer un journal en 1972
La grève suicidaire de « Paris-Jour »

(pages 3 à 8)

Fascisme et nazisme en Europe
La montée de l'extrême droite entre les deux guerres

(pages 9 à 15)

Cgt IHS Île-de-France
Institut d'Histoire Sociale

MÉMOIRES

- Édito - «Que le sang sèche vite en entrant dans l'histoire... » [1]

« Les jeunes ne s'intéressent pas à l'histoire ! » Qui, parmi nous, n'a jamais entendu, voire prononcé, cette sentence ?
Est-elle réalité, ou simplement motivée parce que nous éprouvons le sentiment que notre investissement mériterait plus de reconnaissance ?
Aragon, dans « Blanche ou l'oubli » nous incite à plus d'humilité. Il arrive vite « qu'une génération ne comprenne plus rien à ce que lui racontent ses aînés. Il ne s'agit pas,comme on l'a fait, de jouer Tartufe en complet veston:il faut traduire tout ce qui se décale dans le temps,avec la langue de son temps,ses techniques... »
C'est vrai, il ne suffit pas d'avoir raison, il faut susciter de la curiosité, de l'intérêt. Cela implique de percevoir les sensibilités de son époque, d'en maîtriser les codes, d'en percevoir les potentialités sans en ignorer les limites.
Comme chaque génération, celle d'aujourd'hui affronte de nombreux obstacles dressés par les exploiteurs qui veulent la couper de ses racines pour mieux lui faire accepter comme indépassable le capitalisme financier et ses conséquences pour les travailleurs.
Alors oui, travaillons la forme, les supports, les horaires, les sujets de nos interventions, afin qu'elles répondent mieux aux attentes, aux contraintes de ceux et celles à qui nous les destinons.
Le fond, toutefois, demeure. La connaissance de l'histoire est un immense levier d'émancipation. La connaître, c'est le moyen d'appréhender le présent et de construire l'avenir avec plus de possibilités de décider librement. Et là, toutes les générations de syndicalistes sont pleinement concernées !

Alain Gautheron

1 - « Nuit et brouillard » (Jean Ferrat), 1963

Billet : Le changement, c'est tout de suite !

Le 1er juin 2017, le nouveau Président de la République a rattaché à l'Élysée le SMS (Secrétariat à la Modernisation Sociale), qui a reçu le droit de gouverner par ordonnances. Son premier texte donnait raison à plusieurs sondages d'opinion publiés dans « Valeurs Actuelles », où 89,2 % des Français interrogés demandaient un rajeunissement immédiat des lois et du Code du Travail.
L'ordonnance 01/2017 stipulait que tous les textes législatifs et réglementaires de plus d'un siècle étaient abolis avec effet immédiat. Ont disparu entre autres la loi de 1881 sur la liberté de la presse, celle de 1884 sur les syndicats et celle de 1914 touchant l'impôt sur le revenu.
La constitution a été provisoirement maintenue, mais le droit de grève subordonné à un référendum d'initiative locale tenu au moins 15 jours avant. Dans le deuxième semestre 2017, le nombre de journées de grève illégale a été de 27 au plan national et leurs auteurs immédiatement incarcérés en vertu de la loi antiterroriste de 2015. Les juges étudient les enregistrements saisis.
Le 16 janvier 2018, le gouvernement a été réduit à quatre ministres de plein exercice, le Sénat supprimé et le nombre de députés ramené à 38. En février, environ 64 % des services publics ont été achetés par des fonds de pension américains, chinois et australiens.
La BCE s'est déclarée rassurée et les sondages officiels ont approuvé à 77 % ces mesures d'économie budgétaire.
En application des promesses de la campagne présidentielle, les CDI ont été déclarés illégaux, par équité envers les 49,1 % de chômeurs et de précaires. Le 18 mars, « Le Figaro » saluait une nette amélioration de l'emploi dans la police, la gendarmerie et les services de renseignement, à partir de personnels en surnombre dans l'Éducation nationale, la santé publique et les collectivités territoriales.
L'éditorialiste pensait aussi que la réduction du Smic à 470 euros net allait doper les PME qui exportent vers la Moldavie et le Belize.
Nous interrompons notre émission « Nous faisons l'histoire ! » pour un communiqué urgent. Selon l'agence gouvernementale AFP, le président récemment élu, Emmanuel Macron, est en fuite vers le Qatar. Des combats entre les forces spéciales et des éléments de la CGT clandestine semblent se rapprocher de la Maison de la Radio. L'ensemble de notre rédaction déclare son absolue fidélité aux nouvelles autorités, quelles qu'elles soient...

Gilbert Dubant,
Rédacteur en chef de « Mémoires Vives »

N° 32
avril - mai - juin 2015
Directeur de la publication : Joël Biard
Commission paritaire : N°0213G89502
Imprimerie : Planète Impression 91070 Bondoufle
Ont participé à la conception et à la réalisation de ce numéro :
Isabelle Antonutti, Pierre Benoit, Paul Castel, Jacques Devignat, Gilbert Dubant, Alain Gautheron, Muguette Jacquaint, Francis Lasnier, Daniel Légerot, Jean Magniadas.

Comment tuer un journal en 1972
La grève suicidaire de *Paris-Jour*

Par
Gilbert Dubant

Le 27 janvier 1972, le quotidien Paris-Jour ferme ses portes, après 13 ans d'existence et huit jours de grève contre 33 licenciements, menée par des journalistes et quelques employés. La décision de liquidation est prise par la directrice de la publication, patronne des Éditions Mondiales après Cino Del Duca, fondateur de Paris-Jour en 1959, dont elle est veuve depuis cinq ans.

L'évolution rapide des techniques de fabrication et de diffusion, la place grandissante des hebdomadaires d'information (L'Express, le Nouvel Observateur), les radios, la télévision, bousculent la presse quotidienne, pour l'essentiel issue de la Libération. Le management des grands groupes (Hachette, Prouvost, Amaury, Hersant) subordonne les contenus à leur rentabilité politique et commerciale. Les patrons, souvent marqués par la collaboration, ont fait profil bas depuis 1945, mais haïssent un droit du travail et des syndicats dont la puissance les exaspère. Ils sentent la revanche approcher.

La fin de Paris-Jour précède de trois ans le long conflit du Parisien Libéré, qui tourne une page de la presse française. Janvier 1972 éclaire aussi une pratique patronale où l'incompétence de droit divin, enrobée d'un vernis mondain et caractériel, peut détruire des dizaines d'emplois d'un simple trait de plume agacé.

La CGT du Livre, peu concernée au départ, s'implique sur la fin du conflit, mais davantage pour défendre l'outil de travail que par solidarité avec des journalistes qui l'ont toujours snobée. De plus, le syndicat, qui détient le monopole d'embauche et l'organisation du service dans tous les quotidiens nationaux, ne se passionne pas pour les questions économiques et le destin des intellectuels bourgeois.

Le 18 novembre 1959, la naissance de *Paris-Jour* est doublement à contre-courant. D'abord de son époque. Depuis 1946, les quotidiens nationaux sont passés de 28 à 13 titres et les six millions d'exemplaires de la Libération en ont perdu un tiers *(1)*.

Isabelle Antonutti (DR)

Ensuite, du cursus de son patron, Cino Del Duca. Ses Éditions Mondiales sont un poids lourd international, mais fondé sur la bande dessinée pour gamins et la presse sentimentale, dont le célébrissime *Nous Deux*. Si l'entrepreneur a également réussi dans la production cinématographique et l'édition littéraire, son expérience de presse quotidienne se borne à une brève aventure italienne *(2)*. *Il Giorno* doit cependant lui inoculer le virus de l'actualité, puisqu'il achète *Franc-Tireur* l'année suivante, le 19 septembre 1957.

C'est un journal né dans la clandestinité en 1941, dans la tendance anticommuniste de la SFIO résistante. Il connaît les mêmes difficultés que ses dizaines de confrères déjà tombés depuis une dizaine d'années au champ d'honneur de la presse d'opinion. L'historienne Isabelle Antonutti décrit ainsi la période : « *Les ordonnances de 1944 avaient cherché à transformer la presse pour la sortir de l'emprise du capitalisme financier. Mais rien ne vint soutenir cette presse indépendante qui connut rapidement une baisse de diffusion et des difficultés juridiques. Les entreprises de presse espéraient échapper aux règles de la concurrence et du marché. Elles redeviennent des entreprises presque normales. Franc-Tireur cherche à évoluer vers un journal d'information mais ses moyens sont insuffisants. (…) En 1957, le titre diffuse 70 000 exemplaires, mais un quotidien national doit vendre 200 000 exemplaires pour arriver à l'équilibre* » *(3)*.

La statue posthume de Cino Del Duca au Musée National de la principauté de Monaco (DR)

Garibaldi et la presse du coeur

Cino Del Duca est le repreneur rêvé. Politiquement, le caméléon est en phase avec la ligne centriste pro-atlantiste qu'applique mollement, sauf dans l'empire colonial, la IVe République finissante et affairiste. Financièrement, le self-made man a largement les moyens de voir venir. Juridiquement, le nouveau citoyen français *(4)*

a le droit d'acquérir un journal d'information. Personnellement, la presse quotidienne le fascine et il n'ignore rien du poids social qu'elle confère à ses propriétaires. « *Un homme dans ma position a besoin d'être soutenu par un quotidien. (…) Pourquoi ai-je choisi Franc-Tireur ? Parce que c'est une feuille libérale, humanitaire et démocratique. Ce sont exactement mes idées, puisque je suis un ancien garibaldien* » *(5)*. L'homme d'affaires s'engage d'autant moins que l'image folklorique du vieux Giuseppe à chemise rouge, que son père admirait, ne risque pas de venir le contredire.

Pacifico (dit Cino) Del Duca naît en 1899 dans une province italienne aussi pauvre que sa famille. Dès 1920, il milite au Parti Socialiste, puis au jeune PCI en 1921. S'il prétend avoir été emprisonné par les *squadristi* *(6)*, il est réellement licencié des chemins de fer en 1923 pour « *subversion et agitation* » communistes. Il quitte l'Italie pour la France en 1932, alors que l'OVRA, la police politique de Mussolini, traque les antifascistes avec férocité.

Il a cependant eu le temps de créer en 1928 une maison d'édition et une imprimerie à Milan avec ses deux frères. Le catalogue des premiers titres passe de « *Lina, la couturière malheureuse* » au roman historique « *Coeur garibaldien* », sans oublier « *Trahie, ou le calvaire d'une jeune fiancée* ». En 1933, les deux frères restés au pays lancent un magazine de bandes dessinées, et Cino connaît déjà le métier : vendre très bon marché des histoires d'amour et des illustrés décalqués des « comics » qui déferlent sur l'Amérique en crise. En 1934, le Journal de Mickey est importé en France par Hachette, pendant que le réfugié politique italien installe de nouveaux bureaux à Paris dans le 11e arrondissement, avant de restructurer les Éditions Mondiales en 1937. Tout va bien quand arrive la guerre de 1939.

Collabo, résistant et réciproquement

Cino Del Duca est brièvement interné dans l'Ariège en mai 40 comme « ennemi italien », sort en juillet, relance son titre-phare de BD, Hurrah, en décembre et s'installe à Nice en 41. Il réussit à publier en zones Sud et Nord, performance qui nécessite d'avoir des relations partout, se fait des clients à Berlin, Vichy, Paris et Rome, s'engage en 1942 dans une franche collaboration avec les nazis, mais rend de petits services à l'autre bord, à mesure que la situation allemande se dégrade.

À la Libération, comme d'autres, Cino Del Duca a besoin de certificats de patriotisme pour se refaire une image présentable. Il les trouvera auprès d'amis compréhensifs, pour certains antifascistes authentiques, pour d'autres salariés complaisants, qui lui délivreront des attestations d'agent double honoris causa, couronnées en avril 1950 par une citation à l'ordre de l'armée pour faits de résistance. « *Résistant, il ne le fut sans doute que tardivement* », résume Isabelle Antonutti, « *par calcul et intérêt, plus que par conviction, mais collaborateur, il le fut sans conteste, non par idéologie, mais pour sauver ses affaires et continuer à peser dans le monde de la presse où il avait choisi de réussir* ».

Les Éditions Mondiales ont pourtant du mal à repartir en 1945, plombées par les autorisations administratives au compte-gouttes et la pénurie de papier. Cependant, nombre de ses titres connaissent le succès. Spécialité de la maison, la traduction sans finesse de romans-photos italiens à l'eau de rose, fournis par les *fratelli* milanais. « *Entre 1948 et 1963, Cino Del Duca lance 14 magazines féminins. « Intimité » et « Nous Deux » connaissent une progression fulgurante, dès leur lancement, ils dépassent les 200000 exemplaires* » *(7)*. Le producteur de films, éditeur de Steinbeck et Pirandello, s'est offert une perruque culturelle. C'est donc un capitaine d'industrie fréquentable qui achète Franc-Tireur.

La tyrannique Madame Simone

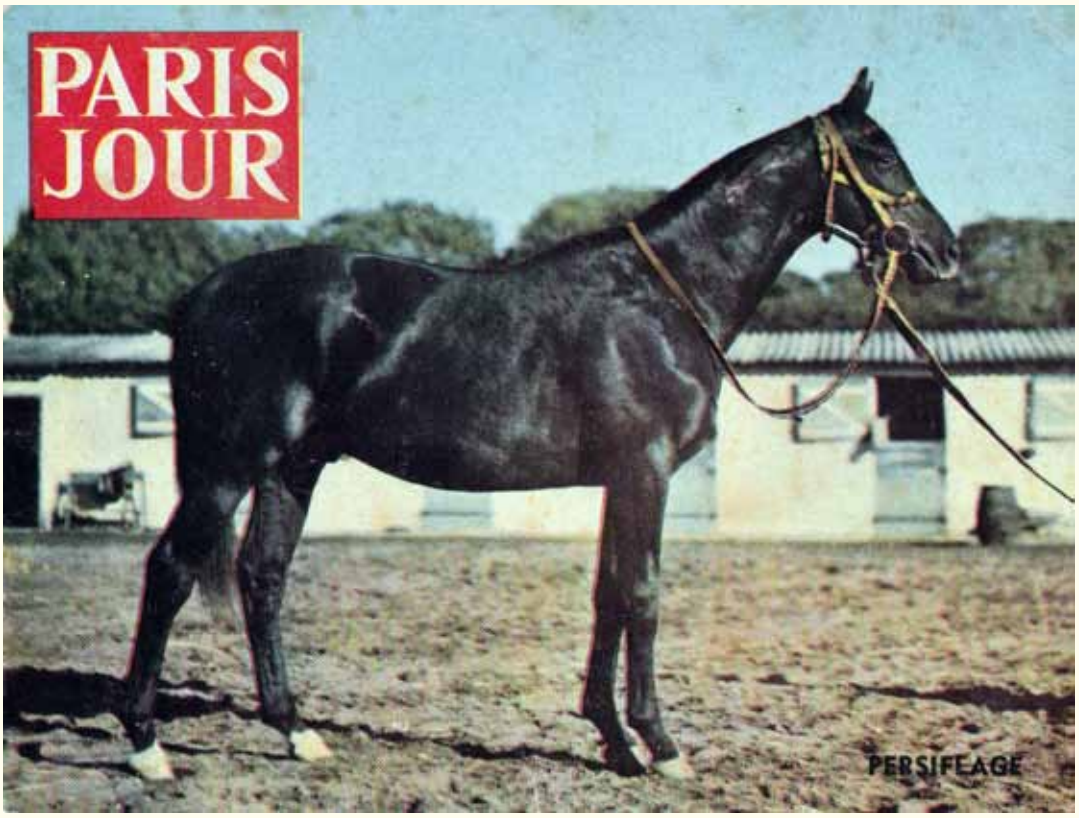
Cependant, il ne suffit pas d'avoir des idées, des ambitions et de l'argent pour trouver un nouveau public sans perdre l'ancien. Outils classiques : nouvelle présentation, nouveau titre, nouvelle équipe, et surtout nouveau contenu. Le 18 novembre 1957, Franc-Tireur devient Paris-Journal, mais garde la même formule. Malgré une forte campagne de promotion, les ventes frémissent, puis retombent. En janvier 58, Cino Del Duca se nomme directeur de la publication et vire l'ancienne direction avec de généreuses indemnités. Reste à la remplacer sur la base d'un programme éditorial à l'image du boss : « *Nous devons être de gauche de la même manière que « Le Parisien Libéré » est de droite, c'est-à-dire habilement. La tendance trop nettement anticléricale et antimilitariste ne correspond pas avec l'aspect populaire* ». Les éditoriaux et les discours politiques cèdent la place aux bandes dessinées, à la télévision, aux arts, au sport et aux courses hippiques, qu'adore Mme Del Duca. La future tueuse de Paris-Jour ne joue pas encore un rôle décisif dans le groupe, mais sa légende semble inspirée d'un roman-photo maison.

En 1938, une jolie femme brune de 26 ans vient proposer le manuscrit d'un conte pour enfants à l'éditeur italien. « *C'est un chaud latin* », écrira plus tard le Canard Enchaîné. Petit bémol provisoire : Simone Nirouet, épouse Bassuet, a un mari garagiste, dont elle ne divorcera qu'en janvier 1946 avant d'épouser son amant le 25 janvier 1947. Elle entame alors, jusqu'à la mort de Cino vingt ans plus tard, une carrière d'épouse trompée et de femme d'affaires mondaine et dévouée à l'amélioration de la race chevaline.

Sa personnalité est l'une des clés de la chute de Paris-Jour. Isabelle Antonutti la décrit ainsi : « *Simone Del Duca a la particularité d'être détestée par tous. Tous ses anciens collaborateurs ont exprimé un même avis négatif. Elle est définie comme rigide, bardée de préjugés et subjuguée par la richesse. Elle est dépeinte comme tyrannique avec son personnel, stupide et sans vision* » *(8)*.

Daniel Légerot (Photo Pierre Benoit)

Au moment de la crise de Paris-Jour en 1972, Daniel Légerot *(9)* la connaissait depuis longtemps, en tant que militant CGT du CILP (Comité Intersyndical du Livre Parisien) et secrétaire du Comité Central d'Entreprise des Imprimeries Cino Del Duca. Il n'est pas tendre non plus à l'égard de la veuve businesswoman d'occasion : « *Personnellement, je pense qu'elle s'est retrouvée comme un enfant gâté avec de nouveaux beaux jouets qui l'intéressent peu. Ce sont ses proches collaborateurs entièrement dévoués à ses ordres qui assumeront la gestion, pendant que Madame s'occupera de ses écuries de course et de ses oeuvres philanthropiques. Héritière, elle*



Chevaux de course et public populaire (DR).

veut gérer ses affaires sans trop de problèmes. Elle se veut fidèle à la mémoire de son mari, à son comportement socio-paternaliste. On la verra par exemple participer à la réunion de cellule de l'Imprimerie du Croissant où est confectionné Paris-Jour, lors de la remise des cartes aux adhérents du Parti Communiste. Chaque année, elle offrira un spectacle au Cirque d'Hiver de Paris à l'ensemble des familles de ses sociétés parisiennes » ***(10)***.

Une progression sans rentabilité

En 1959, Simone Del Duca n'est encore que la femme de son mari, qui se bat pour faire décoller *Paris-Journal,* le premier quotidien à proposer des pages en couleur. Elles coûtent cher et le tirage ne franchit pas la barre des 100 000 exemplaires. En avril, nouveau changement d'équipe, qui garde quelques anciens de *Franc-Tireur,* mais fait la part belle à de jeunes journalistes sous l'autorité de Philippe Boegner, fils de pasteur protestant et marqué à droite, comme le sont la plupart de ses confrères. Certains feront une carrière brillante, comme Jacques Chancel ou Claude Imbert, sous la bannière du parisianisme ambitieux et politiquement correct. Le 18 novembre 1959 apparaît *Paris-Jour,* nouveau format tabloïd, nouvelle maquette, nouvelle relation au lecteur.

La recette est une version soft des journaux à scandale anglophones et de Bild Zeitung, un quotidien allemand de quatre pages lancé en 1952 par Axel Ganz, qui tire à quatre millions d'exemplaires en diffusant des scoops de caniveau à très bas prix. La principale concession de Del Duca à cette mode est la « vroum-vroum » de page 3, dotée d'une mini-culotte en dentelles, d'une forte poitrine et d'un sourire lascif. Les Britanniques en raffolent, les Français aussi, même si le sexe est traité dans l'hexagone avec plus de modération qu'outre-Manche ou Rhin.

Envoyez-moi à vos amis et dites-leur de participer au grand concours du journal « PARIS-JOUR » : le CONCOURS DES PROVERBES. Ils pourront ainsi devenir mon propriétaire. Je suis le premier prix de ce concours. Je m'appelle « PERSIFLAGE ». Je suis le fils de DAN CUPID et de PERSEPHONE. Je vaux 30.000 francs et je peux rapporter beaucoup d'argent à celui qui me gagnera.

La mosaïque classique des « unes » grand format disparaît au profit de deux ou trois titres ouvrant sur 24 pages. *« Paris-Jour est un quotidien qui donne la primeur aux « soft news », c'est-à-dire les faits divers, les célébrités, le sport, la culture et la fiction. Les faits divers démarrent en page trois et au fil des années, leur place sera croissante »* ***(11)***. Avec un mélange de potins, de stars « people » avant la lettre, de sport, de bandes dessinées et de spectacles tous formats, de zestes de politique et d'économie, la soupe est prête. Il faut maintenant la vendre aux classes populaires sans s'aliéner les puissants.

La nouvelle formule fait augmenter les ventes de 20 %. En 1967, le tirage atteint 244 933 exemplaires. Cependant, après huit ans d'efforts, *Paris-Jour* est déficitaire. *« Même si les ventes augmentent »,* explique Isabelle Antonutti, *« l'équilibre financier n'est toujours pas atteint. Un journal dont le tirage s'accroît plus vite que son volume de publicité perd de l'argent car la hausse de ses frais n'est pas compensée. Or ce quotidien draine peu de publicité. Sa surface publicitaire ne dépasse pas 16 % et la part de ressources provenant de la publicité s'élève à 18 %. Par comparaison, elle est de 32 % pour le Parisien Libéré, ce qui lui apporte 47 % de ses ressources. Le public ouvrier de Paris-Jour ne correspond pas à la cible des annonceurs ».*

La santé financière des autres entreprises du groupe permet au patron de publier à perte et de refuser une guerre des prix avec ses concurrents, mais *Paris-Jour* se retrouve brutalement orphelin.

La crise et le clash

Le 22 mai 1967, Cino Del Duca s'effondre dans la rue, victime d'un malaise entre son hôtel et ses bureaux à Milan. Il meurt le 24, officiellement d'une thrombose cérébrale, après une crise cardiaque quelques mois avant. Le 7 juin, sa veuve est nommée PDG des Éditions Mondiales. Tout en affirmant son dévouement à l'esprit du défunt, elle fait le ménage dans la direction et s'entoure de collaborateurs (et collaboratrices) qui n'ont pas la même dévotion que son créateur pour le vilain petit canard onéreux. La rotative couleur et les nouveaux locaux plombent les résultats

tandis que la publicité stagne toujours. Entre 1957 et 1972, le déficit cumulé avoisine 150 millions de francs (environ 200 millions d'euros actuels). En décembre 1971, le journal revient au noir au blanc dans une ambiance étouffante.

« *Les relations avec le personnel sont tendues. Le journal n'est plus dirigé. Amy Bellot assure la fonction de directeur, mais sa délégation est administrative. Les méthodes de la présidente sont complètement désuètes. Simone Del Duca dirige ses employés comme une dame patronnesse, une attitude incompatible avec une rédaction après 1968. (…) Chaque service fait son travail, sans plus, la rédaction ronronne. Les journalistes cumulent leur poste à « Paris-Jour » avec d'autres projets* » **(12)**. Jacques Chancel fait des piges à Radioscopie depuis 68, Jacques Frémontier a traité Simone de « conne ». Elle-même fait preuve d'un immense mépris pour les salariés. Les journalistes, qui pèchent peu par modestie, sont ulcérés.

Pour diminuer les dépenses, la direction utilise l'éternelle méthode des licenciements. Elle en annonce 60, avant de les ramener à 33 le 12 janvier 1972, dont 22 journalistes et 11 employés. La saignée est brutale pour les 309 emplois dépendant du journal, dont 125 ouvriers. Toutefois, ces derniers ne sont pas touchés. D'ailleurs, ils vivent dans un monde à part, que décrit Daniel Légerot : « *Les ouvriers de l'imprimerie de la rue du Croissant étaient CGT à 100 % et ne travaillaient pas avec les journalistes, les cadres et les employés de la rue des Italiens, où on trouvait des non syndiqués et des adhérents de la CFDT, de FO, du SNJ (Syndicat National des Journalistes, NDLR) et de la CGC. Je retrouvais un journaliste et un cadre à la direction du Comité Central d'Entreprise où je représentais le collège ouvriers, mais autrement, on ne se fréquentait pas, ni syndicalement ni personnellement* ». Il n'existe pas non plus de solidarité interprofessionnelle provoquée par une menace économique. « *Par ailleurs* », ajoute Daniel Légerot, « *à l'époque, la CGT du Livre considère que se préoccuper des questions économiques et industrielles serait une démarche réformiste. Au contact de leurs camarades italiens, les militants des imprimeries du groupe apprendront à porter leur attention notamment sur la nécessité d'investissements* ».

Simone Del Duca en visite exceptionnelle à la fabrication du journal (DR)

Simone Del Duca en représentation avec des sommités scientifiques et Simone Veil (Photo AFP)

Les futures victimes proposent des départs volontaires, des reclassements dans le groupe ou des mises en préretraite dans une motion syndicale rejetée par la direction. Leur faiblesse chronique d'action revendicative dope la patronne et sa cour. « *Compte-tenu de la situation de Paris-Jour, c'est dépassé. Nous devons appliquer notre plan d'économie intégralement […] sinon ce sera la fermeture* » dit Raoul Pavy, porte-parole de la direction. Le piège est tendu.

Le couperet

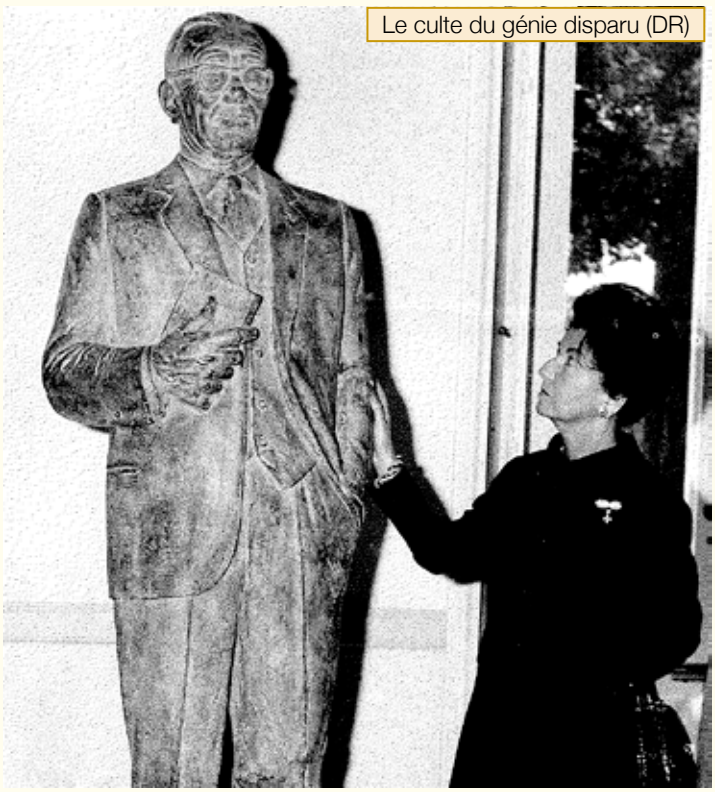
Le 20 janvier 1972, le CCE repousse à l'unanimité les licenciements, mais il a été précédé la veille par une grève de 24 heures avec occupation des locaux, lancée par des journalistes sous l'étiquette CFDT. Le mouvement est évoqué le lendemain dans un entrefilet en page 8 et un vague appel à la solidarité n'aura guère d'effet à l'extérieur du journal.

Le 21 janvier, nouvelle réunion sans résultats. Cadres, journalistes et employés votent alors

une grève sans limitation de durée; 99 sont pour, 81 contre, 4 s'abstiennent. « *Cette décision est donc prise à une courte majorité* », écrit Isabelle Antonutti. « *Les 125 ouvriers et techniciens n'y sont pas associés. La direction propose un mois de préavis supplémentaire, mais le Comité de grève, composé de douze personnes, refuse. Le mercredi 26 janvier à 18 heures, Raoul Pavy, informe la rédaction : « Mme Del Duca m'a chargé de vous informer que si Paris-Jour ne paraissait pas demain, même sur huit pages, elle aurait le regret et le chagrin de fermer le journal. » L'atmosphère est houleuse, mais la rédaction ne croit pas à la cessation immédiate et définitive dès le jeudi 27 janvier. Personne n'imagine que la direction puisse mettre cette terrible menace à exécution. Jacques Chaban-Delmas* ***(13)****, informé de la situation, convoque Simone Del Duca à Matignon et lui demande de négocier. Des professionnels, des hommes politiques et l'opinion publique font pression sur Simone Del Duca. L'ambiance est survoltée, des personnalités défilent dans les locaux occupés pour soutenir les grévistes. L'époque est à la contestation et un climat enfiévré règne* ».

Ce qui n'empêche pas le couperet de tomber. Le dernier numéro de Paris-Jour paraît le mercredi 26 janvier sur 20 pages., avec un tirage officiel de 354000 exemplaires. Commentaire de Simone Del Duca : « *Je n'ai jamais admis deux choses : que mon personnel fasse grève et que mes rédacteurs en chef les aient suivis* ». Plus de 40 ans après, cette grève mal préparée et mal menée, « *logique et suicidaire* » selon Jean Daniel dans le Nouvel Observateur du 31 janvier 1972, demeure un cas d'école.

La rédaction a joué le rôle d'aile marchante. Mais pourquoi sous la bannière CFDT, dans une rédaction où domine l'opportunisme politique de centre droit ? Depuis sa création en 1964, mais surtout depuis 1968, le syndicat d'Edmond Maire se positionne clairement à gauche, au moins dans le discours, jusqu'à faire des bouts de chemin avec la CGT, ce qui doit hérisser la majorité de la rédaction. De leur côté, les organisations de journalistes, y compris la CFDT, ne se précipitent pas au secours des confrères. Quelques communiqués standard assurent le minimum syndical et une grève nationale lancée le 1er février 1972 par l'Union des syndicats de journalistes fait un flop.


Le culte du génie disparu (DR)

Un vieux règlement de comptes

La préparation et la conduite du mouvement montrent une forte inexpérience revendicative. Les grévistes sont-ils irresponsables ou manipulés ? « *Non* », répond Isabelle Antonutti ***(14)***, « *car je pense que la grève est avant tout un conflit local et personnel. Au-delà des problèmes économiques, cette liquidation est la conclusion d'une longue incompréhension entre direction et rédaction. Je ne pense pas que les grévistes soient manipulés. Certains journalistes règlent leurs comptes et ils veulent prendre le pouvoir. L'après 1968 invite à l'autogestion et la remise en cause des patrons. Ils n'imaginent pas que Simone Del Duca puisse faire preuve d'une telle intransigeance. Ils pensent que la fidélité à la mémoire de son mari, qui guide sa gestion, lui fera accepter les exigences du Comité de grève. Mais le conflit est antérieur au décès de Cino Del Duca. Au-delà de la complexe modernisation d'un journal, le couple Del Duca a eu à affronter une attitude hostile d'une communauté forte de sa suprématie. Les journalistes n'étaient pas décidés à laisser leur quotidien dirigé par un vendeur de comics, à fortiori un étranger, pour ne pas écrire, comme Cavanna, « un Rital »* ***(15)*** *et les divergences étaient fortes entre les anciens de Franc-Tireur, les jeunes loups aux dents longues, les ami(e)s du patron, les dilettantes de passage et les passionnés de l'actualité. Le sens du collectif fait figure de grand absent* ».

Une autre absence est souvent évoquée dans les commentaires historiques : celle de la CGT du Livre. Daniel Légerot met les choses au point ***(16)*** : « *Traditionnellement, les ouvriers du Livre ne sont jamais intervenus sur le contenu des journaux qu'ils fabriquaient, et encore moins sur le fonctionnement des rédactions. C'était un accord professionnel. Je me souviens d'une exception dans les années 60, où l'on a refusé d'imprimer un journal fasciste, « Présent », parce qu'il soutenait les attentats de l'OAS, sur la base d'un soulèvement antirépublicain. C'était une réaction citoyenne, au-delà de la pratique syndicale habituelle* ».

Dans son livre, Isabelle Antonutti écrit : « *La direction aurait révisé sa méthode si les employés des imprimeries et magazines avaient entamé une grève de solidarité* ». Elle ajoute ***(17)*** : « *J'imagine, mais c'est de la pure fiction, que si la grève avait été massive parmi l'ensemble du personnel des Éditions Mondiales, les rapports de force auraient été tout à fait différents. Simone Del Duca ne serait certainement pas rentrée dans une opposition totale comme a pu le faire, par exemple, Émilien Amaury, patron du Parisien libéré, quelques années plus tard. Il me semble que la direction des Éditions Mondiales a toujours mené une politique sociale positive vers son personnel* ».

Les relations sociales de Cino Del Duca semblent marquées par le pragmatisme, où l'ancien militant de la gauche italienne utilise sa capacité de séduction populiste pour convaincre ses interlocuteurs, en se montrant souvent généreux individuellement, achetant une forme de paix sociale par le sourire et les petits cadeaux qui entretiennent l'amitié. Avec sa veuve, le masque tombe et apparaît le visage de la bourgeoise parvenue, méprisant ceux qui n'ont pas eu son talent de conquête et offrant des arbres de Noël

comme les ouvroirs de dames chrétiennes donnaient des étrennes aux familles méritantes. Pour la CGT, la compassion officielle et les relations sociales sont deux choses différentes.

Une opération comptable

« *Il n'y a pas eu de solidarité au départ* », rappelle Daniel Légerot, *(18)* « *parce que ceux qui ont lancé la grève ne nous ont pas demandé notre avis. Et si on nous l'avait demandé, on aurait été contre. Nous avions d'un côté l'irresponsabilité des journalistes grévistes, et de l'autre l'attitude bloquée de la patronne du titre. Pourtant, au cours du conflit, la CGT n'est pas restée les bras ballants. Nous voulions évidemment sauvegarder l'outil de travail et les emplois, mais les tensions entre Simone Del Duca et les journalistes avaient dépassé le stade des négociations raisonnables. Vers la fin, on a même proposé de sortir un 4 pages de solidarité pour que le titre continue d'exister. Mais on ne pouvait plus discuter avec personne. Par la suite, dans le groupe Del Duca, la découverte de la position brutale de la patronne n'amènera pas au repli, mais à une mobilisation pour connaître la stratégie du groupe et se défendre des mauvais coups* ».

Les réactions de l'époque semblent confirmer les aspects personnels, voire caractériels, de la grève de janvier 1972. Aucune confédération syndicale ne s'empare de l'affaire et les confrères de Simone Del Duca enregistrent simplement la fin de partie gagnante pour le patronat. « *La direction des Éditions Mondiales a obtenu plus qu'elle ne le souhaitait, ce journal déficitaire disparait de son bilan comptable !* », note Isabelle Antonutti.

Le conflit de Paris-Jour apparaît aussi comme la fin d'une époque où les états d'âme d'une rédaction pouvaient engager l'avenir d'un titre et où le monopole syndical de la CGT du Livre dans la production était organique. La mécanographie, puis l'informatique, envoient en dix ans le plomb et ses emplois au musée. Le conflit du Parisien libéré, qui oppose en 1975 le groupe Amaury et la CGT, change les relations sociales dans la presse, pendant que les nouvelles technologies exacerbent la concurrence étrangère, italienne entre autres, dans les imprimeries de labeur, comme le montreront les luttes, dont celle des « Chaix Néogravure », en région parisienne.

La CGT du Livre, devenue Filpac, en tirera les leçons plus rapidement que les syndicats majoritaires de journalistes. Édouard Guibert, qui fera une longue carrière comme dirigeant du SNJ, a dit : « *Paris-Jour était une entreprise privée, elle n'était plus rentable, on l'a fermée. Ce n'est pas ça, la notion de service public* ». On retrouvera la même confusion naïve avec les mouvements de la société de rédacteurs du « Monde » et des journalistes de « Libération », semblant croire qu'on peut avoir un patron banquier sans être dépendant du fonctionnement d'une entreprise néolibérale, pour la simple raison qu'on incarnerait la liberté de la presse.

N° 11 TRIMESTRIEL 3 FRANCS

PARIS JOUR

PROCÈS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

20 meurtres et plus de 100 hold-up

L'AFFAIRE EMILE BUISSON

La sanglante équipée de "L'ENNEMI PUBLIC N°1"

A l'aube du 28 février 1956, un homme monte sur l'échafaud dressé dans la cour de la prison de la Santé : à l'issue de plusieurs procès, il a été condamné, par cinq fois, aux travaux forcés à perpétuité et, par trois fois, à la peine de mort. Ses crimes : des meurtres et des hold-up sanglants. Cet homme, c'est Emile Buisson, cinquante-quatre ans. Un tueur froid, sans nerfs, implacable avec ses victimes. Pour ses complices et amis du « milieu », c'est « Monsieur Emile », longtemps appelé « l'insaisissable », un chef de gang craint et respecté. Pour toutes les polices qui le traquent depuis des années, c'est le plus redoutable gangster de l'histoire du crime en France. C'est l'« ennemi public n° 1 ».

(DR)

Les Éditions Mondiales et le groupe Del Duca sont vendus en 1979, les imprimeries ferment l'une après l'autre, quelques titres survivent, comme « Nous Deux » ou « Télé Poche ». Simone Del Duca se consacre à sa fondation, créée en 1975, qui finance largement la recherche médicale et décerne un prix d'archéologie de réputation mondiale. Elle continue sa vie mondaine et le culte à son grand homme, avant de mourir à 91 ans, le dimanche 16 mai 2004, en laissant un héritage de 245 millions d'euros.

G.D.

NOTES

(1) - « ***La France en chiffres de 1870 à nos jours*** », p. 315, sous la direction d'Olivier Wieviorka, Perrin, 2015.

(2) - « ***Il Giorno*** » (Le Jour) paraît avec succès le 21 avril 1956, mais Cino Del Duca s'en dégage presque aussitôt, sans doute pour des raisons politiques et fiscales.

(3) - « ***Cino Del Duca – De Tarzan à Nous Deux, l'itinéraire d'un patron de presse*** », par Isabelle Antonutti, p. 168, Presses Universitaires de Rennes, 2012.

(4) - ***Cino Del Duca,*** bien que résidant en France depuis 1932, est naturalisé français en août 1957.

(5) - « ***Presse Actualité*** », n° 31, janvier 1967

(6) - ***Les « squadristi »*** sont les troupes de choc de Mussolini au début des années 20, qui forment les squadre (équipes) des premiers fascistes.

(7) - ***Isabelle Antonutti,*** p. 101, op. cité.

(8) - Idem, p. 114.

(9) - ***Daniel Légerot*** est président de l'IHS CGT du Livre Parisien.

(10) - ***Conférence-débat « L'Imprimerie Cino Del Duca de Maisons-Alfort »*** organisée le 24 avril 2014 par l'IHS CGT du Livre Parisien et l'IHS CGT du Val-de-Marne.

(11) - ***Isabelle Antonutti***, p. 172, op. cité.

(12) - Idem, p. 180.

(13) - ***Jacques Chaban-Delmas*** (gaulliste) est à ce moment Premier Ministre sous la présidence de Georges Pompidou.

(14) - ***Interview donnée à l'auteur*** le 12 avril 2015.

(15) - ***Allusion à François Cavanna,*** ancien de Hara-Kiri et à son livre « Les Ritals ».

(16) - ***Entretien avec l'auteur,*** 4 juin 2015.

(17) - ***Cf. note 14***

(18) - ***Cf. note 16***

Fascisme et nazisme en Europe
La montée de l'extrême droite entre les deux guerres

Par
Jean Magniadas

Aux élections législatives de mai 1936 en France, les partis politiques qui composent le Front populaire obtiennent 376 élus sur 600 députés. Le patronat se réorganise pour la revanche et la bourgeoisie française s'engage dans une politique qui sacrifie les intérêts nationaux en capitulant devant les états fascistes (abandon de l'Espagne républicaine, invasion hitlérienne de la Tchécoslovaquie, conquête de l'Ethiopie par l'Italie). Le point culminant sera l'accord de Munich de septembre 1938. Le Front populaire se disloque.

Parallèlement, un groupe scissionniste se crée à la direction de la CGT, en relation avec le Comité France-Allemagne. Pro-fasciste, il a préparé l'échec de la grève de novembre 1938. Jouhaux et ses amis anti-communistes ne combattent pas véritablement les scissionnistes. Le 18 septembre 1939, à l'instigation de Belin *(1)*, la majorité du bureau confédéral de la CGT décide l'exclusion des communistes. Bientôt la guerre perdue soumettra la France occupée au régime de Vichy. Pour comprendre cette débâcle, il faut revenir sur l'arrivée des régimes italien et allemand, dont les groupes fascistes en France déclareront s'inspirer.

Arrestation en juin 1903 d'un « agitateur socialiste » nommé Mussolini. La police l'appelle « Benedetto » (DR)

1919 : naissance des Faisceaux de combat

L'Italie sort humiliée de la première guerre mondiale, où elle s'est engagée tardivement et contre le sentiment de la majorité pacifiste de sa population, avec de graves problèmes structurels (déséquilibres entre le Nord et le Sud) et sociaux.

Après le traité de paix, les organisations d'anciens combattants se développent, en particulier celles qui recueillent les ex-Arditi (troupes d'élite pendant la première guerre). La première association d'Arditi est créée, à Rome, en janvier 1919 suivie d'une seconde, à Milan. Mussolini et son journal, « *Il Popolo d'Italia* », appellent à une réunion le 19 mars 1919, qui regroupe une soixantaine de personnes à Milan. Elle décide de la création du Faisceau milanais de combat *(2)*, dont le bureau inclut Mussolini et un ex-dirigeant anarcho-syndicaliste, de l'Unione Italiana del Lavoro (UIL).

Jean Magniadas (Photo Pierre Benoit)

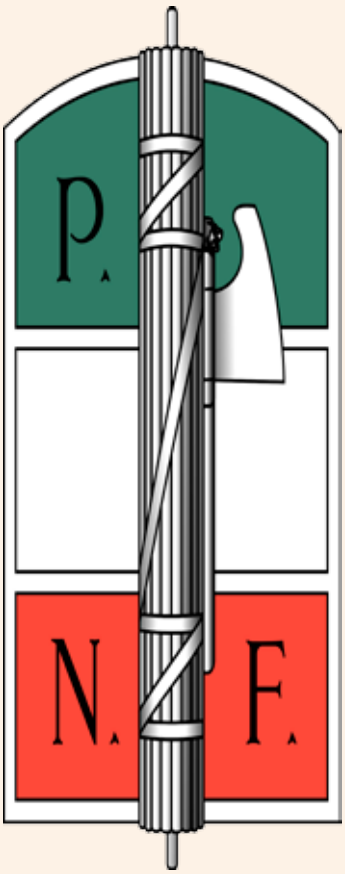
Quatre jours plus tard, le mouvement prend une ampleur nationale. Une réunion à Milan le 23 mars 1919, dans une salle prêtée par le Cercle des intérêts industriels et commerciaux, adopte un programme qui mêle revendications nationalistes et sociales. Les Faisceaux italiens de combat sont créés et adoptent les symboles qui permettent de distinguer les Arditi, chemise noire et tête de mort.

Le nouveau mouvement exprime « *la volonté de transformer, s'il le faut même par des méthodes révolutionnaires, la vie italienne* ». Ce « parti de l'ordre » gagne la confiance des milieux les plus riches et conservateurs, opposés à toutes manifestations et revendications syndicales des socialistes.

À cette étape, dans une grande confusion, le premier fascisme réussit à allier un aspect contre-révolutionnaire et une mystique révolutionnaire de gauche, anti-marxiste, fondamentalement anticommuniste. En plus des Arditi, affluent les nationalistes, des anciens combattants, ainsi que des repris de justice. Vingt jours après la création des Faisceaux, les nouveaux « squadre d'azione » *(3)* affrontent les socialistes, assaillent et dévastent le siège du journal socialiste Avanti!, C'est le début d'une guerre civile.

Le soutien de la Confindustria

En quelques mois, les « squadristi » fascistes se répandent. Pendant deux ans, l'Italie sera parcourue, du Nord au Sud, par les violences opposant les fascistes au mouvement ouvrier et socialiste, sous le regard d'un État soutenant de plus en plus les squadristes, qui ont aussi l'appui des autorités locales, de l'armée, de la police, de la gendarmerie.



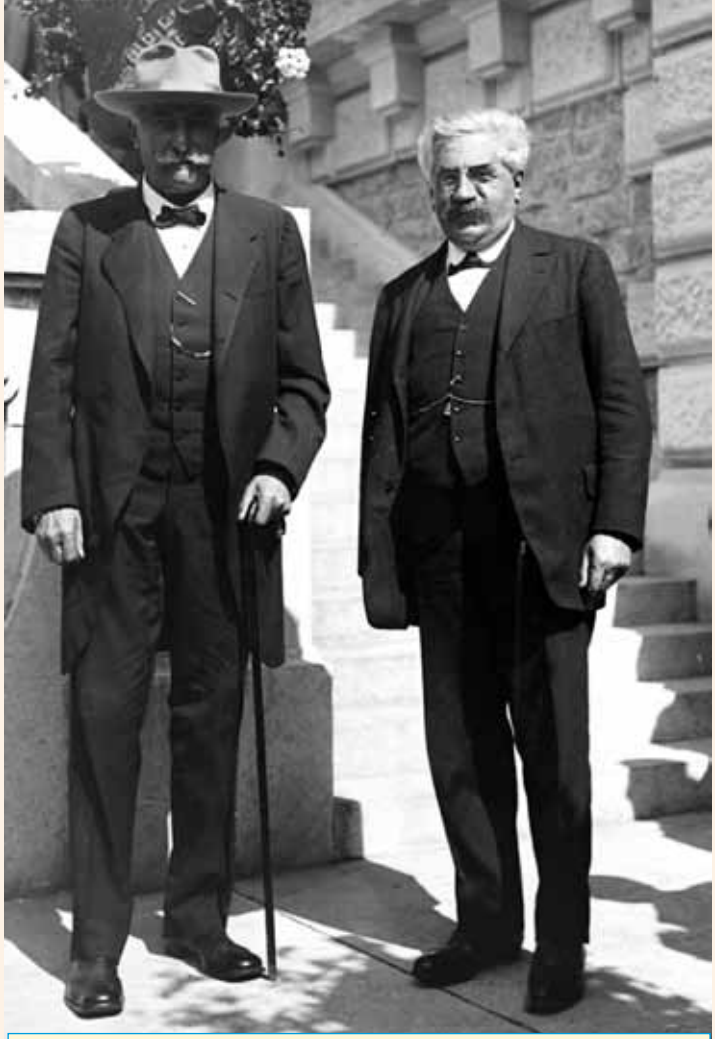
Créé en 1921, le PNF (Parti National Fasciste) reprend l'emblème du faisceau des licteurs de la Rome antique (DR)

En 1920, alors que les grèves et les occupations d'usine diminuent fortement, Mussolini

reçoit le soutien financier des classes possédantes, en particulier des grands propriétaires fonciers, ainsi que des banques et de la Confindustria (Organisation centrale du patronat italien). Les fascistes figurent en octobre 1920 sur les listes électorales du « bloc constitutionnel » formé par les partis de gouvernement.
De plus, l'état-major de l'armée invite les officiers à adhérer au mouvement fasciste. Son action se développe rapidement avec violence: la composante militaire, largement prévalente dans les « squadre », confère une nette supériorité lors des affrontements avec les socialistes. Un « fascisme agraire » *(4)* se développe au Nord et y prend racine. Les agrariens soutiennent, y compris en les payant, les « expéditions punitives » des squadristes et des Arditi afin de briser les luttes sociales des travailleurs sans terre qui ont réussi à obtenir quelques succès.
C'est dans ces régions que les squadristes, emmenés par les chefs locaux, sont les plus déterminés pour harceler les syndicalistes et les socialistes, les intimidant par la pratique du « gourdin » (devenu symbole de la violence fasciste) et de l'huile de ricin, ou commettant des assassinats, le plus souvent impunis. Une « terreur blanche » s'abat sur le monde rural où toute l'organisation socialiste est démantelée dès l'été 1921.

La terreur fasciste

À la fin 1920, le mouvement squadriste gagne les villes moyennes. La campagne systématique de destruction des bureaux, des Bourses du travail, et l'intimidation des membres du PSI conduisent le socialisme à une crise, pendant que croît parallèlement la force des Faisceaux de combat. En novembre 1920, les fascistes tuent neuf personnes et font 100 blessés à Bologne, alors que la municipalité d'extrême gauche prenait ses fonctions. Le gouvernement Giolitti, officiellement « neutre », soutient en fait les fascistes. Espérant les utiliser dans la lutte contre les socialistes et invoquant l'« ordre public », il dissout des centaines de municipalités socialistes, dont Bologne, Modène, Ferrare, etc. À la veille des élections de 1921 il ordonne de cesser les poursuites contre les fascistes. Le PSI se désagrège, mais donne naissance, en 1921, au Parti Communiste d'Italie (PCI). Sauf à Milan, à Turin et à Gênes, la terreur a eu raison des organisations ouvrières. Des milliers de Maisons du Peuple et de sièges syndicaux ont flambé ; il y a des centaines de morts, des dizaines de milliers de blessés. Au cours de cette période, le Parti fasciste atteint 300 000 membres. Il obtient aussi l'appui des gros agrairiens émiliens et toscans. Dans ce climat de violence, lors des élections de mai 1921, les fascistes, qui ont rejoint la coalition gouvernementale, obtiennent 35 sièges (Mussolini est élu) sur les 275 élus de la coalition. Mussolini prend place à l'extrême droite de l'hémicycle, marquant sa distance avec le programme des Faisceaux, et présente le programme du fascisme parlementaire. Celui-ci réclame une politique étrangère agressive, condamne le communisme tout en promettant d'appuyer la CGIL. Clin d'œil aux catholiques, il condamne le divorce, se prononce en faveur de l'enseignement privé et de la propriété rurale, tandis qu'il affirme le caractère non anticlérical du fascisme.



En septembre 1920, à Aix-les Bains, en France, à côté du président Alexandre Millerand (à droite sur la photo), le président du Conseil, Giovanni Giolitti, soutien des fascistes de Mussolini (Bnf Gallica)

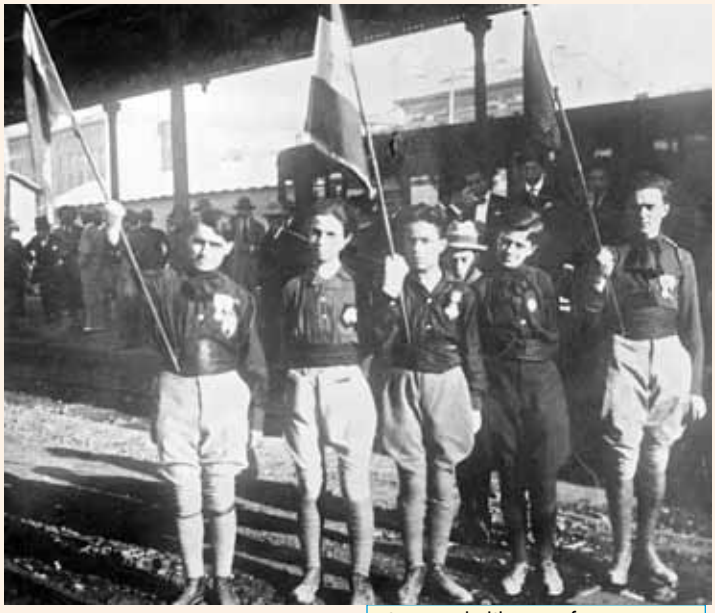
1922 : Mussolini marche sur Rome

Mussolini va être confronté à l'opposition des chefs locaux des squadristes, alors qu'il veut calmer le jeu et utiliser la voie parlementaire pour arriver au pouvoir. Il donne mandat pour négocier un « pacte de pacification » avec les socialistes À la suite de ce pacte, le PSI rompt avec les Arditi del Popolo, tandis que le PCI refuse de signer l'alliance. Les opposants internes refusent la politisation du mouvement fasciste, tandis que Mussolini décide de démissionner de la Commission exécutive du mouvement. Les squadristes désobéissent au pacte, en particulier lors des affrontements à Ravenne, en septembre 1920. Le 12 novembre 1921, le Parti national fasciste (PNF) est fondé : le mouvement devient un parti et il accepte certains accords constitutionnels avec les forces modérées.
Après les affrontements à Ravenne, les syndicats proclament une grève générale.

1922 : le Parti fasciste a les forces pour marcher sur Rome (Bnf Gallica)

Les fascistes, sur ordre de Mussolini, brisent la grève de manière très violente. Le mouvement fasciste se présente devant l'opinion publique comme le seul qui peut « *remettre de l'ordre* » dans le pays. Les mouvements antifascistes n'ont pu sortir vainqueurs des affrontements avec les Chemises noires. Le parti fasciste et Mussolini en sortent renforcés et vont organiser la marche sur Rome, 50 000 squadristi sont rassemblés dans toute l'Italie pour marcher sur la capitale, le 26 octobre 1922. Le commandement italien a préparé l'armée à affronter le coup d'État fasciste, le gouvernement a rédigé le décret d'état d'urgence qui permettrait d'écraser la marche sur Rome.

En effet, les fascistes ne font pas le poids face à une armée italienne disciplinée et très bien armée. À la surprise du gouvernement, le roi Victor-Emmanuel III refuse de signer le décret d'état d'urgence. Les Chemises noires marchent sur la capitale le 28 octobre, menant des actions violentes contre les communistes et des socialistes. Le 30 octobre, après la Marche sur Rome, le roi charge Benito Mussolini de former le nouveau gouvernement. Il devient Premier Ministre d'un gouvernement qui comprend des éléments des partis modérés du centre, de droite, des militaires et trois fascistes. La droite italienne pense que Mussolini est utile pour réprimer les agitations ouvrières et « *repousser le spectre du bolchevisme* ».



Le titre de l'hymne fasciste est « Giovinezza » (Jeunesse) (Bnf Gallica)

Bruno Mussolini, le fils, est reçu en 1937 par les officiels français à l'Exposition Internationale des Arts et Techniques de Paris (Bnf Gallica)

Le programme social

Mussolini fait voter en 1923 une réforme du système électoral, qui permet le succès du Parti national fasciste aux élections d'avril 1924. Mussolini instaure un régime dictatorial. Giacomo Matteotti, secrétaire général du Parti socialiste unitaire, est assassiné en juin, 1924 Le 3 janvier 1925, Mussolini déclare assumer « personnellement » la responsabilité politique, morale et historique » des actes des squadristi, allant jusqu'à dire : « *Si le fascisme a été une association de criminels, je suis le chef de cette association de criminels !* ».

Il instaure un régime d'exception : les lois « fascistissimes » *(5)* ; les autres partis politiques sont interdits, leurs députés sont déchus, la presse est censurée, une police secrète, l'OVRA (Organisation de vigilance et répression de l'antifascisme), est instaurée, ainsi qu'un fichier de suspects politiques et un Tribunal spécial pour la sécurité de l'État. La loi du 4 février 1926 suspend les organes démocratiques des communes et toutes les fonctions occupées par le maire, les commissions et le conseil municipal sont transférées à un podestat nommé par décret royal pour cinq ans et révocable à n'importe quel moment.

Une organisation d'embrigadement de la jeunesse est mise en place en 1926, une autre vise à l'embrigadement des Italiens hors du temps de travail. L'année d'après, le régime fonde le Gruppo Universitario Fascista, auquel tous les étudiants des académies militaires doivent s'inscrire.

Le programme économique du fascisme à son origine est très social. Il parvient dans les années 20 à mettre en place la journée de travail de 8 heures, la semaine de 40 heures (1923), l'interdiction du travail de nuit aux femmes et aux mineurs. En 1927, les entreprises sont contraintes à des mesures d'hygiène beaucoup plus strictes. Le régime met en place un programme de santé publique, multiplie des colonies de vacances et des centres sportifs. Ces mesures ont pour conséquence une amélioration réelle du quotidien des couches sociales urbaines. Mais le fascisme poursuit en même temps (1922-1925) une politique d'inspiration libérale. En 1922, Mussolini déclare : « *Il faut en finir avec l'État ferroviaire, avec l'État postier, avec l'État assureur* ». Le 18 mars 1923, il ajoute : « *Je pense que l'État doit renoncer à ses fonctions économiques et surtout à celles qui s'exercent par des monopoles, parce qu'en cette matière l'État est incompétent* » *(6)*. L'État fasciste transfère ainsi au privé plusieurs monopoles: celui sur les allumettes est cédé à un Consortium des fabricants d'allumettes; en 1925, l'État se désengage du secteur du téléphone, et renonce aussi à l'exécution de certains travaux publics.

Une loi de 1912 avait créé un Institut d'État pour les assurances, qui devait obtenir le monopole au bout de dix ans, mais Mussolini transfère l'assurance-vie aux assureurs privés. Les municipalités socialistes s'étaient engagées dans l'économie. Des « régies municipales » prospères sont transférées au privé.

Le Duce aide le privé

Un grand nombre d'exonérations fiscales sont accordées. Des mesures qui rendaient difficile l'évasion fiscale vis-à-vis de l'impôt sur le revenu sont supprimées. La commission d'enquête sur les « bénéfices de guerre » est dissoute, l'impôt sur le capital vidé de sa substance. L'impôt complémentaire sur les valeurs mobilières est abrogé. Sont institués des dégrèvements fiscaux

pour favoriser les fusions de sociétés anonymes. L'impôt de 10 % sur le capital investi dans la banque et l'industrie est aboli ; l'impôt sur les administrateurs et directeurs de sociétés anonymes est réduit de moitié; le capital étranger est exonéré de tout impôt, comme les articles de luxe.

Par ailleurs, l'État fasciste interdit ou restreint fortement l'ouverture de nouvelles industries, mais aide parfois les trusts ou entreprises déficitaires. Ainsi le premier geste de Mussolini est d'accorder 400 millions de lires de subventions au trust métallurgique Ansaldo. Le gouvernement crée en 1924 un organisme chargé de liquider, aux frais de l'État, banques et industries en faillite. Fragilisées par la crise de déflation à partir de fin 1926, des banques sont renflouées par l'État. Lorsque la crise économique mondiale atteint l'Italie, en 1931, l'État se porte aux secours des banques d'affaires et crée trois instituts autonomes subventionnés par le Trésor.

Bien que l'État ait pris en charge la majorité des actions de plusieurs grandes entreprises, il se refuse à toute nationalisation. Il baptise les banques dont il est devenu un actionnaire important depuis 1931, « banques de droit public ». La Banque d'Italie n'est pas davantage nationalisée, mais proclamée « institut de droit public ». Ses actions doivent être nominatives, et possédées seulement par des institutions semi-étatiques ou des « banques de droit public », qui demeurent des établissements privés. Le Grand Conseil du fascisme, à la tête duquel siège Mussolini, devient un organe constitutionnel en 1928. Il nomme les ministres, les députés et la direction du parti unique.

Le fascisme va rechercher un compromis avec l'Eglise Catholique avec laquelle il est en conflit depuis 1870 pour l'annexion des États pontificaux. Bien qu'ancien militant anti-clérical, Mussolini, pragmatique, fait dès 1925 un certain nombre de concessions à l'Église catholique qui lui permettent de signer, en 1929, les accords du Latran avec le Vatican. Le catholicisme devient religion d'État.

Adolf Hitler avec sa première garde rapprochée, à Munich, en 1923 (DR)

En outre, pour renforcer le contrôle du PNF sur la société, un serment spécifique de fidélité au Duce et au fascisme est instauré en 1938, à côté de celui prêté au roi d'Italie. Avec les lois de 1938, le fascisme italien devient raciste.

Les débuts du nazisme

En 1940, l'Italie est l'alliée de l'Allemagne. Celle-ci a connu une évolution politique extraordinaire. À la suite de l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises et belges en novembre 1923 et de l'effondrement du mark, Hitler profite de l'émoi des Allemands pour tenter de renverser le gouvernement de Bavière, à Munich. Le « putsch de la brasserie » a lieu dans la grande Bürgerbräukeller, où se tient le 8 novembre une réunion politique. Entouré de militants du NSDAP *(7)* Hitler fait irruption, revolver au poing, entraîne les dirigeants bavarois dans une arrière-salle et leur intime l'ordre de lui céder le pouvoir. La police met fin au putsch dans le sang. Dès le lendemain, le NSDAP est interdit. Hitler est condamné à cinq ans de prison et incarcéré durant 13 mois. De son échec, il tire la conclusion que c'est par le jeu politique qu'il parviendra à prendre le pouvoir. Il bénéficiera d'une libération anticipée.

L'histoire du parti nazi est émaillée par la brutalité, y compris en interne. La longue marche vers le pouvoir (1923-1933) s'appuie sur des combinaisons avec les partis de droite, mais aussi sur la recherche de soutiens et de financements auprès des capitalistes.

Les nombreuses expéditions punitives seront conduites par les SA et les SS *(8)*. Les SA, appelées aussi « Chemises brunes », sont une organisation paramilitaire du parti nazi. Elles sont placées sous l'autorité d'Ernst Röhm jusqu'à l'assassinat de leur chef lors de la « Nuit des Longs Couteaux » en juin 1934, sous prétexte de complot contre Hitler. La SA est marginalisée.

La SS, entièrement dévouée à Hitler, se développe à partir du 21 septembre 1925 en conflit ouvert avec la SA et ses milliers de membres.

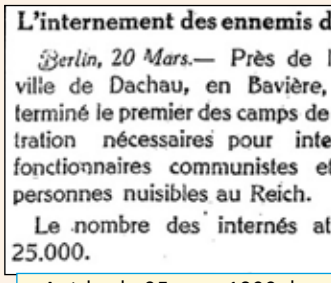
En 1928, la SS est limitée à 280 hommes. Le 6 janvier 1929, Hitler nomme un nouveau Reichsführer SS, Heinrich Himmler. Il déploie toute son énergie pour augmenter les effectifs, qui atteignent près de 15 000 hommes en 1931. Pour se démarquer de la SA, Himmler met en place des critères de sélection exigeant notamment des preuves d'appartenance à la race aryenne. À l'automne 1932, le nouvel uniforme noir de la SS ne peut plus être confondu avec les chemises brunes de la SA.

Himmler noue des contacts avec des industriels, des officiers, des scientifiques et intellectuels, de grands propriétaires terriens, au sein du Cercle des amis du Reichsführer SS.

Hitler et le grand capital

Fondé en 1920, le NSDAP passe des 6 % aux élections législatives de 1924 à 18,4 % en 1930 et 43,9 % en 1933. Hitler est appelé à la Chancellerie le 30 janvier 1933.

« *Le grand capital - vraiment grand – s'accommode de tout régime qui ne cherche pas à l'exproprier et, s'agissant du fascisme. Au début des années 1930, le grand capital ne souhaitait pas particulièrement Hitler et aurait préféré un conservatisme plus orthodoxe. Lorsque Hitler eut accédé au pouvoir, en revanche, il collabora de tout cœur, au point d'employer une main-d'œuvre servile et la population des camps d'extermination au cours de la seconde guerre mondiale. Et naturellement, petites et grandes entreprises, profitèrent de l'expropriation des Juifs* ». *(9)* Éric Hobsbawn ajoute : « *En vérité, le principe du chef correspondait à la pratique de la plupart des patrons* ».



L'internement des ennemis du Reich

Berlin, 20 Mars.— Près de la petite ville de Dachau, en Bavière, va être terminé le premier des camps de concentration nécessaires pour interner les fonctionnaires communistes et autres personnes nuisibles au Reich.

Le nombre des internés atteindrait 25.000.

Article du 25 mars 1933 dans « Le Réveil de l'AEF », journal français publié à Brazzaville (Congo) (Bnf Gallica)

Beaucoup d'industriels et

Promenade en forêt grâce à la Force par la Joie (affiche nazie de 1936) (DR)

d'hommes de droite, réunis autour de Franz von Papen et d'Alfred Hugenberg, pensaient « lever l'hypothèque nazie », mais Hitler parvient en quelques mois à mettre l'Allemagne au pas et à la proclamation du Troisième Reich le 15 mars 1933. La terreur s'accélère. En avril, près de 30 000 arrestations ont lieu en Prusse. Entre 1933 et 1939, de 150 000 à 200 000 personnes sont internés, entre 7 000 et 9 000 sont tuées par la violence d'État. Des centaines de milliers d'autres devront fuir. Dans les premiers camps de concentration sont emprisonnés des militants communistes, socialistes, et sociaux-démocrates. Le premier camp permanent est ouvert par Himmler à Dachau le 20 mars 1933, suivi en 1937 de Buchenwald et en 1939 de Ravensbrück pour les femmes.

Le 2 mai 1933, les syndicats sont dissous et leurs biens saisis. Les ouvriers sont enrôlés dans l'organisation corporatiste. Le KPD est officiellement interdit en mai, le SPD en juin, les autres partis se sabordent ou se rallient. Le 14 juillet, la loi fait du NSDAP le parti unique en Allemagne. Les jeunes Allemands sont obligatoirement embrigadés dans les Jeunesses hitlériennes à partir du 1er décembre 1936.

Après la mort de Hindenburg, le 3 août 1934, Adolf Hitler est à la fois chancelier et chef de l'État. Le nazisme tente de soumettre les Églises, la franc-maçonnerie est mise hors la loi, la persécution contre les Juifs se déchaîne. En juillet 1933, le régime adopte une loi sur la stérilisation forcée, pour « *purifier la race aryenne* ». Les homosexuels sont condamnés à la stérilisation ou à la déportation en camp ; 25 000 condamnés sont dénombrés en deux ans.

Les rares groupes de résistance allemande au nazisme sont très isolés. À partir de 1933, les opposants sont exilés ou envoyés en camp de concentration, les Églises tracassées, les autonomies régionales supprimées. La justice a été soumise au régime, Plus de 30 000 condamnés à mort furent guillotinés, pendus, voire décapités à la hache sous le IIIe Reich, souvent pour de simples paroles d'hostilité ou de mécontentement.

Le travail et la joie

En Allemagne, il y avait environ 3 500 000 chômeurs en 1930. La crise de 1929 a un impact majeur sur la montée du nazisme, conséquence directe du retrait des capitaux américains d'Allemagne.

Le nazi Robert Ley, député au Reichstag en 1932, fut chargé de l'élimination des syndicats, remplacés par le Deutsche Arbeitsfront en 1933 (DAF), organisation corporatiste. Liée au DAF, la « Force par la Joie » offre aux classes populaires des loisirs de masse étroitement encadrés, par exemple des croisières en mer Baltique sur ses deux paquebots.

Huile sur toile de 1935 représentant des membres du Conseil d'Administration de l'entreprise IG Farben(DR)

Sous couvert d'instaurer une troisième voie, l'État nazi intervint ainsi largement dans l'économie. Il mena une politique de grands travaux (essor du réseau autoroutier), lança un programme ambitieux de logements sociaux, de réfection des cantines ouvrières, ou de loisirs de masse. En 1936, Hitler fit concevoir par Porsche les premières Volkswagen (voiture du peuple), censées être accessibles aux Allemands les plus modestes ; en réalité, peu seront construites sous le IIIe Reich, les usines de montage étant vite affectées à la construction de matériel pour la guerre.

Les entreprises IG Farben, Krupp, BMW, Mercedes-Benz, Volkswagen ont toutes participé au programme d'exploitation des travailleurs forcés, mais également des entreprises étrangères, telle la filiale allemande du groupe Ford, et Opel, filiale du groupe General Motors. Ford participa activement à la constitution de l'arsenal de la Wehrmacht avant l'entrée en guerre de l'Allemagne, et recevra plus grande décoration décernée à un étranger.

Hitler avait répondu au chômage par une création d'emplois dans l'industrie de l'armement. Performance apparente obtenue au moyen de mesures de plus en plus attentatoires aux libertés. Et par « la militarisation de la classe ouvrière », dès avant la guerre. La ligne Siegfried fut construite au moyen de la réquisition de 400 000 ouvriers. A partir de 1933, la société allemande est profondément remodelée sous l'action d'une vision totalitaire au détriment des salariés, des femmes et des Juifs, bien entendu.

Dans un contexte de chômage de masse, la destruction des syndicats entraîne le durcissement des conditions de vie des salariés, touchant aussi bien les rémunérations que les conditions de travail : la loi du 4 avril 1933 autorise le licenciement de tout employé communiste, de représentants social-démocrates ou de tout militant syndical, sans préavis : tout salarié mal vu peut désormais être arbitrairement licencié.

DR

Les salaires en berne

Les salariés, après la dissolution des syndicats, doivent être inscrits au Front du Travail, placé sous la tutelle du ministère du travail du Reich. Les relations sociales sont régies par une doctrine insistant sur la relation de dépendance du salarié envers son employeur.
S'agissant des salaires l'indice 100, en 1932, était retombé à 97 en 1938. En 1937, le niveau des salaires était à peu près celui de 1929. Le pouvoir d'achat de la classe ouvrière est inférieur en 1939 à celui de 1933. À partir de juin 1938, les salaires sont fixés d'autorité.
Les paysans, ne voient pas leur situation s'améliorer réellement. Les petits commerçants et artisans menacés par la modernisation économique sont aussi pareillement floués, le gouvernement encourage légalement la concentration des petites entreprises. 400 000 disparaissent entre 1933 et 1939.
Les femmes furent peu à peu cantonnées à leur rôle traditionnel. Elles seront évincées de la fonction publique et n'ont plus le droit d'être avocates, ni juges. Les ouvrières sont poussées vers l'agriculture. Les ouvrières célibataires de moins de 25 ans furent ainsi contraintes à faire une année dans les champs.
Rapidement, le régime lève toute ambiguïté sur la place dévolue aux représentants de l'industrie et des services dans le régime national-socialiste. Dès le 30 janvier 1933, les intérêts privés, représentés par Hugenberg, sont fortement présents dans le gouvernement du Reich. Dans le même temps, les représentants de l'industrie lourde jouent un rôle accru au sein du NSDAP et de l'État, tel Thyssen, nommé par Goering conseiller d'État à vie en Prusse. La lutte contre la corruption est considérablement allégée à partir de mai 1933.
Dans le même temps, la direction du NSDAP, Adolf Hitler en tête, écarte tous les militants susceptibles de remettre en cause ces nouveaux choix économiques, illustrés par la nomination de membres éminents du patronat allemand à des postes clés de la direction de l'économie.

L'Europe complaisante

La doctrine de la supériorité de la race « aryenne » implique d'acquérir un nouvel et immense empire constituant un « espace vital », surtout en Europe centrale et orientale. Pour Hitler, l'extension à l'Est doit s'accompagner d'une alliance avec le Royaume-Uni et de l'isolement de la France.
Les nazis, en un premier temps, prennent le contrôle des organisations des Allemands de l'étranger, environ 25 millions de personnes. Pour réaliser au plus vite l'Anschluss (rattachement avec l'Autriche), le Chancelier Dollfuss est assassiné par un commando nazi autrichien lors d'une tentative de putsch, mais qui sera mis en échec par l'envoi de cinq divisions italiennes qui rentrent en Autriche par le col du Brenner. C'est un point d'opposition entre Hitler et Mussolini
Hitler niera toute participation, désavouant les nazis autrichiens. Le 14 octobre 1934, l'Allemagne quitte la Société des Nations. En janvier 1935, les Sarrois votent massivement leur rattachement à l'Allemagne, offrant un plébiscite à Hitler. La conscription est réintroduite le 16 mars 1935, en violation ouverte du traité de Versailles. Les effectifs de l'armée allemande sont portés à 550 000 hommes. En même temps, un accord germano-britannique autorise l'Allemagne à se doter d'une flotte équivalente à 35 % de celle du Royaume-Uni. En fait, les Allemands cherchent à dessiner un nouveau partage du monde qui leur réserverait l'Est de l'Europe.
Le 7 mars 1936, la Wehrmacht entre en Rhénanie, démilitarisée depuis le traité de Versailles, face à des démocraties inertes. L'Allemagne signe aussi un pacte de non-agression avec la Russie. Elle aide militairement les partisans de Franco pendant la guerre civile en Espagne, tout comme l'Italie. Rome et Berlin, opposées sur l'Anschluss, se rapprochent et Mussolini reçoit chez Hitler un accueil grandiose.
En Autriche, le chancelier Schuschnigg, isolé, cède le pouvoir au nazi Seyss-Inquart. Le 1er mars 1938, Hitler entre à Vienne. Il annonce le rattachement du pays au Reich et obtient 99 % de « oui » autrichiens au plébiscite d'avril.
Convaincu de la faiblesse des démocraties occidentales, Hitler décide de se tourner vers les régions habitées par les Allemands des Sudètes en Tchécoslovaquie. Britanniques et Français demandent à leur allié tchèque d'accéder aux exigences de Hitler. C'est dans ce contexte que les accords de Munich sont signés le 30 sep-

Pétain et les Scouts de France en 1941 (Bnf Gallica)

tembre 1938. Les Sudètes sont cédés à l'Allemagne. Le 15 mars 1939, l'Allemagne occupe et démembre ce qui reste de la Tchécoslovaquie.
Le Pacte d'Acier est signé avec l'Italie en mai 1939 et, après le début de la guerre, l'accord des Trois Puissances avec l'Italie et le Japon. Tout est prêt pour cinq ans de guerre mondiale.

Un héritier de Pétain, à ses débuts en 1956 : Jean Marie Le Pen, (à gauche sur la photo). (DR)

Le fascisme en France

En France, la défaite de juin 40 ouvre le temps de la revanche de la bourgeoisie sur la République. On entre dans la période de la « révolution nationale » qui va clairement mettre en cause les principes républicains, mais aussi ceux de 1789, tandis que s'affirme la collaboration avec l'Allemagne nazie et que les partis fascistes réclament un État fort, un parti unique, directement inspirés des modèles italien et allemand. Dès juillet 1940, Marcel Déat, un ancien néo-socialiste, avait été invité à mettre en place un parti unique, mais il s'était heurté à l'hostilité de Doriot, de la Rocque et surtout de l'Action française. Ils ne réussirent jamais à fusionner les divers groupes fascistes. Le retour au pouvoir de Laval (1942), l'occupation totale du territoire par l'armée allemande affaiblissent l'audience de Pétain. Les fascistes occupent de plus en plus le devant de la scène et renforcent la répression des résistants.
La « Révolution nationale » de Pétain et son entourage veut construire un État autoritaire, paternaliste, catholique et corporatiste, sous le sigle « Travail, Famille, Patrie ».
Les professions sont organisées par la Charte du Travail (octobre 1941). Elle instaure des corporations par branches d'activités, dans le but de favoriser l'entente entre patrons et ouvriers et d'éviter la lutte des classes. Elle permet à l'État de contrôler les corporations, fixant les prix et les salaires, d'encourager la mise en place de grandes entreprises contrôlées également par l'État. Pour lutter contre tout désordre, il dissout les syndicats et interdit la grève. Les Comités d'organisations renforcent le pouvoir patronal.

Collaborateurs et résurgences

L'État français incite la femme à rester au foyer : instauration de la fête des mères, divorce rendu quasiment impossible et avortement sévèrement condamné. La jeunesse est endoctrinée dans le culte de la Patrie et du Maréchal, au sein de l'école (chanson obligatoire « Maréchal, nous voilà ! »), mais aussi dans le cadre des « Chantiers de Jeunesse »
Au nom de la collaboration d'État et par idéologie, des lois racistes sont votées à l'image de la loi d'octobre 1940 qui interdit de nombreux métiers aux Juifs. Le régime participe à la « solution finale » : 76 000 Juifs, sur les 300 000 vivant en France, sont déportés, 2 500 reviendront.
La collaboration va conduire au pillage de la France par l'occupant, ce qui n'empêchera pas le patronat français de trouver dans la collaboration de nouveaux profits. Des industriels, comme Louis Renault ou Marius Berliet, des banquiers (Crédit Lyonnais, Société Générale, banque Worms, etc), ont parié que l'Allemagne sortirait de la guerre mondiale comme puissance dominante et qu'il fallait se placer du bon côté.
En juin 1942, après le retour, sous l'impulsion des Allemands, de Laval, la collaboration s'accentue avec l'instauration de la Relève, puis en février 1943, du STO (Service du Travail Obligatoire), qui conduit 700 000 Français en déportation de travail.
En novembre 1942, avec l'occupation de la zone sud par l'Allemagne et l'Italie, un nouveau pas est franchi, avec l'arrivée au pouvoir des « ultras », les collaborationnistes les plus déterminés tels Philipe Henriot, Joseph Darnand, dirigeant de la LVF, Marcel Déat.
La vie quotidienne des Français est très difficile (rationnement, privation des libertés fondamentales, présence des troupes d'occupation, contrôles policiers, etc) jusqu'à l'effondrement du régime de Vichy, et l'Occupation laisse des traces profondes de rationnement jusqu'au début des années 50.
A la Libération, beaucoup espéraient l'élimination quasi définitive des groupes d'extrême droite, du fascisme. Malgré les faiblesses de l'épuration, des « collabos » bénéficient de complicités pour s'enfuir à l'étranger. La plupart des autres, en particulier les ténors de la collaboration économique, font profil bas et attendent des jours meilleurs. Dans les années 50 et 60, ils fourniront les cadres du fascisme renaissant et de l'anticommunisme à la sauce guerre froide, financés par les dollars du « monde libre », qui arroseront les guerres coloniales et les syndicats maison de l'industrie automobile, en attendant l'OAS et le Front National.

J.M.

NOTES

(1) René Belin, syndicaliste CGT avant-guerre, anticommuniste, devenu ministre du Travail dans le régime de Vichy.
(2) Dans la Rome antique, le faisceau de verges entouré d'une hache est l'attribut des licteurs. Ce sont des magistrats chargés de punir.
(3) Avant la montée du fascisme, des mouvements étaient composées de « squadre d'azione » (littéralement : « escouades d'action »), d'où le nom de squadrismo, appelé aussi « squadracce », qui constituaient le bras armé du mouvement fasciste, agissant en dehors de toute légalité. Le mouvement squadriste naquit au début de l'été 1920.
(4) Pierre Milza et Serge Bernstein, « Le Fascisme italien, 1919-1945 », Le Seuil, 1980, p. 98-103.
(5) Les lois fascistissimes de 1925 et 1926 augmentent les prérogatives du chef du gouvernement (Duce). La presse est muselée, le droit de grève interdit, les « syndicats » fascistes sont les seuls reconnus et Mussolini peut destituer le Parlement. En 1928, une modification des lois électorales prévoit une liste nationale unique de 400 candidats choisis dans le Grand Conseil du fascisme et soumis aux électeurs en bloc. Les élections deviennent un plébiscite.
(6) Daniel Guérin, « Fascisme et grand capital », éd. Syllepses, 1999. chap. IX, p. 191.
(7) Le nom du parti nazi est NSDAP (National Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei), soit Parti national-socialiste des travailleurs allemands.
(8) SA : Sturm Abteilungen (Sections d'Assaut). SS : Schütz Staffel (Escadron de Protection).
(9) « L'âge des extrêmes, histoire du court XXe siècle », Éric Hobsbawn Éditions Complexe, 1994.

13 juin 2015 à Limay
Paul Castel : la tardive Légion d'Honneur de la Résistance communiste

19 juillet 2013 : une loi instaure le 27 mai comme Journée nationale de la Résistance. 27 mai 2015 : quatre résistants entrent au Panthéon. 13 juin 2015 : deux résistants communistes reçoivent la Légion d'Honneur à la mairie de Limay, dans les Yvelines.

Pendant quatre ans d'occupation, la Résistance fut un enjeu national. Elle reste un combat politique, comme l'histoire sociale, avec sa propagande et ses tentatives de récupération.

Musique inhabituelle dans une salle des mariages, le Chant des Partisans monte devant 105 personnes. L'assistance va au-delà des familles des deux héros du jour, Paul Castel et Marius Delsal. Le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, le colonel représentant l'ordre de la Légion d'Honneur, la presse locale sont là, comme les amis, dont évidemment le maire, Éric Roulot. Limay est l'une des dernières villes des Yvelines à direction communiste. De l'autre côté de la Seine, Mantes-la-Ville est la seule commune Front National d'Île-de-France, dans un département où les amis de Nicolas Sarkozy sont omniprésents.

C'est leur chef qui a décidé le 16 mai 2007 « *que la lettre d'adieu de Guy Môquet soit lue en début d'année à tous les lycéens de France* ». Six ans plus tard, son successeur inscrit dans la loi que « *les établissements d'enseignement du second degré sont invités à organiser des actions éducatives visant à assurer la transmission des valeurs de la Résistance* ». L'enjeu de la mémoire politique demeure.

En 2007, Nicolas Sarkozy a tenté d'annexer le courage d'un lycéen de 17 ans dont il exécrait l'engagement. En 2015, François Hollande a méconnu la réalité en fermant les portes du Panthéon au « parti des fusillés ». Ils ont tous deux joué la montre. Les décorés de Limay le sont à l'ancienneté, plus de 70 ans après leurs combats.

Le nouveau décoré, Paul Castel, après son allocution

L'engagement et la modestie

Les médailles sont remises par une de leurs camarades. C'est une condition sine qua non : la décoration ne peut être accrochée au revers que par une personne l'ayant déjà. C'est le cas de Muguette Jacquaint, députée communiste honoraire de la Seine-Saint-Denis. C'est aussi l'occasion pour elle de rappeler l'heure à la pendule du souvenir de la Résistance plurielle : « *Le 27 mai 1943, la première réunion du Conseil National de la Résistance décide d'agir ensemble pour combattre les occupants et le régime de Vichy., pour que la France puisse à la Libération recouvrer son entière souveraineté et jouer un rôle majeur dans les concerts des nations. Leur unité va se parachever par le programme du CNR en mars 1944. Ce sont les grandes réformes telles que la Sécurité sociale, les nationalisations, les comités d'entreprises, le statut de la Fonction publique, la planification économique qui, malheureusement aujourd'hui, sont attaquées de toutes parts. C'est pourquoi nous avons salué l'entrée au Panthéon de Geneviève Anthonioz-De Gaulle, Germaine Tillion, Pierre Brossolette et Jean Zay. Un seul regret, c'est l'oubli du rôle des communistes dont vous deux, Paul et toi, Marius, êtes l'histoire vivante* ».

Muguette Jacquaint avec Paul Castel et Marius Delsal.

La prégnance historique a des difficultés quand elle s'allie à la modestie. C'est le cas de Paul Castel, né à Noisy-le-Sec en 1920, l'un des acteurs-clés de la Résistance en région parisienne. « *Dès 1939* », lui dit Muguette Jacquaint, « *tu es un des dirigeants de l'organisation clandestine du Parti Communiste Français aux ateliers SNCF du matériel roulant de Noisy-le-Sec. Tu refuses d'aller travailler en Allemagne, tu rentres dans la clandestinité et assureras dès 1942 la responsabilité du Comité populaire des cheminots de la banlieue Ouest, puis de la Région parisienne. Le 1er juin 1944, tu auras le commandement des FTPF de la partie sud du département de Seine-et-Oise. Après la libération, tu es officier FFI. Démobilisé en 1945, tu participes pour la région parisienne à l'Association nationale des FTPF* ».

Alors que des milliers de résistants plus ou moins précoces se jettent dans les honneurs des carrières politiques et administratives à l'aube des années 50, Paul Castel garde ses convictions et un militantisme sans tapage. « *Tu deviens secrétaire de section du PCF de Noisy-le-Sec et conseiller municipal de la ville de 1947 à 1965. Professeur de lycée professionnel, tu seras en 1958 un des dirigeants*

nationaux du syndicat national CGT de cette profession, élu en 1961 secrétaire général de la Fédération de l'Éducation Nationale CGT ».

L'exclusion silencieuse

Son camarade de Résistance, Marius Delsal, lui aussi enseignant, n'est pas davantage un héros professionnel. Né en 1923 à Albert, dans la Somme, il renseigne très tôt les réseaux picards sur les mouvements de troupes allemandes avant d'être blessé par un éclat de grenade au maquis, en 1944. La guerre finie, devenu instituteur puis professeur, militant PCF et CGT, il passe en 1949 et 1951 devant un tribunal militaire français en Moselle. Raison invoquée : avoir participé à l'élimination d'un collaborateur de Vichy, dont la famille avait porté plainte. Verdict : acquitté. Marius Delsal aurait-il été inquiété s'il avait eu des opinions politiques différentes ? Des décennies plus tard, l'affaire du Panthéon rappelle que la politique du moment garde son poids sur la réalité historique de la Résistance. Cette ostracisation paisible des combattants du PCF et de la CGT prend plusieurs formes. D'abord une sorte de raisonnement par l'absurde. Qui songerait à nier que les quatre nouveaux pensionnaires du Panthéon, à parité hommes-femmes, ne sont pas des héros dignes de la patrie reconnaissante ? Personne de bonne foi. Pas de communiste parmi eux ? On ne peut pas faire plaisir à tout le monde en même temps, peut-être une autre fois... L'exclusion discrète est la plus efficace.

Ensuite, des recettes de cuisine administrative qui ont fait leurs preuves, dont le temps de cuisson est le secret. Président depuis 1998 du comité d'arrondissement de Mantes, de l'association nationale de l'ANACR, co-président de celle-ci dans les Yvelines, Paul Castel a reçu la médaille de la Résistance, la Croix du Combattant 39-45 et volontaire de la Résistance. La Légion d'Honneur ? Comme vous y allez ! Pourquoi pas Compagnon de la Libération ? Et pourquoi pas en effet ? Navré, impossible, le numerus clausus a été défini par le regretté général De Gaulle et nul ne peut y déroger. La rosette, comme on dit chez les vestons ? Oui, bien sûr, mais c'est compliqué, chaque ministère a son contingent, ils ne se parlent pas beaucoup entre eux, il y a tant de gens intéressants, entre la finance, les personnalités du spectacle, les grands serviteurs de l'État, donnons du temps au temps, comme disait un spécialiste...

En 2010, Joël Biard, président de l'IHS CGT Ile-de-France, contacte sa camarade et amie Marie-George Buffet, députée communiste de Seine-Saint-Denis, pour mettre fin à l'injustice qui prive depuis 65 ans Paul Castel de la Légion d'Honneur. Comme toujours, le temps fait son travail. Le ministère des Anciens Combattants a changé de titulaire, celui de la Défense s'occupe du dossier, peut-être à la prochaine promotion, en juillet ou à Noël, aucune inquiétude, nous suivons l'affaire avec toute la vigilance requise... Jusqu'au 13 juin 2015, à Limay, enfin.

Au-delà de l'officiel

La réparation a du panache. Le sous-préfet de Mantes-la-Jolie, Philippe Portal, est là, comme pour faire oublier l'absence de son institution à de récentes cérémonies locales d'associations résistantes.

Son allocution est brillante et respectueuse. Celle du maire communiste, Éric Roulot, l'est aussi, mais accentue comme Muguette Jacquaint la faille politique de la panthéonisation du 27 mai 2015.

La composition du public, dans la salle des mariages, mérite attention. Il y avait bien sûr les familles et les amis de Paul Castel et Marius Delsal, les associations et les corps constitués, le personnel municipal de service. Mais ces éléments ne représentent pas à eux seuls 105 personnes un samedi matin. Un autre esprit semblait passer, comme si la signification de la Résistance communiste avait encore un écho dans des tranches d'âge qui ne l'ont pas connue.

G.D. (Photos Pierre Benoit)

La vérité sur les fusillés de Morsang-sur-Orge (suite)

- Dans son numéro 30 d'octobre 2014, Mémoires Vives a publié un article sur l'assassinat, le 21 août 1944, de trois hommes, dont deux résistants, par les troupes allemandes à Morsang-sur-Orne (Seine-et-Oise). Le texte posait des questions sur les raisons de leur présence et sur les circonstances de leur arrestation, puis de leur exécution.
- Cet article a retenu l'attention de Paul Castel. C'est un témoin de première main, puisqu'il était l'un des chefs de la Résistance de Seine-et-Oise en 1944. Il a rédigé un texte qui explique l'affaire avec des éléments inédits. Ce document va plus loin que l'épisode tragique du 21 août 44 puisqu'il éclaire d'un jour original le fonctionnement interne de la Résistance en Île-de-France. Le numéro 33 de Mémoires Vives, qui paraîtra en octobre 2015, publiera ce récit.

1923 : « l'Avenir Social » arrive à Mitry-Mory
De l'école libertaire à l'éducation prolétarienne

Par
Francis Lasnier

En 1923, l'Avenir Social (AS) arrive à Mitry-Mory, en Seine-et-Marne. La quinzaine d'années que « L'Orphelinat ouvrier » va y passer jusqu'à la guerre est un reflet de l'évolution syndicale et politique du mouvement social de cette époque. La naissance du PCF, la scission de la CGT de 1921 à 1936, l'influence du Komintern, changent les méthodes d'éducation qui avaient amené à la création de l'AS.

Le petit pavillon de Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis) *(1)*, où la militante anarchiste Madeleine Vernet avait installé 24 orphelins le 1er mai 1906, est un vieux souvenir à la fin de la tuerie. Il s'est transféré à Épône (Yvelines) en 1908, où la fondatrice et son mari instituteur Louis Tribier ont tiré le diable par la queue, en butte aux attaques de la bourgeoisie bigote du bourg rural. *(2)*
Cependant, les coups ne viennent pas seulement des « ennemis de classe ». Après le Congrès de Tours de décembre 1920, Madeleine Vernet refuse d'adhérer au PCF et Louis Tribier, resté à la SFIO, est pris dans les luttes de courants et les ambitions électorales *(3)*.

Les règlements de comptes

« *Le 20 août dernier, (1922, NDLR), deux délégués du Parti SFIO firent un rapport accablant pour l'AS, portant sur le fonctionnement de l'oeuvre, la comptabilité, la vie ordinaire des enfants, leur état de santé, leur éducation. (…) Par ailleurs, des journaux dits bourgeois reproduisirent, à Paris et en province, les calomnies échappées de la plume des camarades de la Fédération socialiste (SFIO) de la Seine* » *(4)*
Lesquels se trouvent des alliés au syndicat des Machinistes Accessoiristes de Paris, dont le délégué écrit le 22 août 1922 : « *J'ai pu à regret constater le manque d'organisation, ainsi que l'impropreté (sic) qui règne dans vos locaux, ayant visité pendant la fête avec plusieurs autres délégués qui comme moi, ont pu remarquer que tout laissait à désirer* ».
Devant les remous provoqués, le même syndicat de machinistes renvoie deux délégués à Épône le 11 octobre 1922. Ils changent soudainement d'opinion : « *L'administration est arrivée à faire le nécessaire pour que les orphelins vivent tranquilles au milieu de la propreté* ». Deux autres témoignages confirment. « *Depuis l'installation de l'établissement,* (1908, NDLR) *les enfants sont propres, exacts et leur fréquentation régulière* », dit l'instituteur d'Épône, pendant que le médecin local, le Dr Dinnematin, estime que « *leur état de santé est en moyenne au-dessus de la normale* ». Le bulletin de l'AS reconnaît pourtant que « *la maison est vieille, les chambres des garçons sont basses* ». Les finances aussi : les recettes mensuelles sont de 8 600 francs en 1922, l'AS a contracté des emprunts et les financements des organisations ouvrières ralentissent. *(5)* L'actif immobilier d'Épône est une garantie, mais un déménagement ne serait pas un crève-coeur.

L'orphelinat d'Épône. À gauche, Madeleine Vernet et Louis Tribier (DR)

La propriété de Mitry-Mory en 1923 (DR)

Marguerite face à la médiocrité

« L'Humanité » du 29 janvier 1923 précipite le mouvement. Sous le titre « *La classe ouvrière doit avoir son orphelinat* », Marguerite Rosmer *(6)* pose la question: « *Doit-on continuer à entretenir dans sa médiocrité matérielle et morale l'orphelinat actuel, ou doit-on repartir sur des bases nouvelles pour en faire non un refuge d'enfants, mais une véritable oeuvre éducative de la classe ouvrière ?* ». Sans surprise, la seconde hypothèse est choisie et la présentation des remèdes commence : « *Le grand écueil auquel cette oeuvre s'est heurtée pendant toute sa vie et qui l'a conduite à la faillite plus encore morale que matérielle, c'est la misère. (…) Madeleine Vernet et Louis Tribier se sont usés à la course aux gros sous, c'est le problème qui par l'indifférence de la classe ouvrière a dominé leur vie et absorbé le meilleur de leurs forces. Nous devons donc envisager la reconstruction de l'orphelinat ouvrier sur de solides bases. Seul l'achat d'une maison se pose (sic). C'est donc environ 150 000 francs qui nous sont nécessaires, et plus de 10 000 francs par mois pour assurer la vie quotidienne* ».
Suit une démonstration socio-arithmétique : « *150 000 francs, c'est 150 000 travailleurs consentant chacun à prendre un timbre de 1 franc et 10 000 travailleurs versant chacun 0,10 F par mois pour entretenir leur orphelinat. En ce moment, la classe ouvrière compte environ 800 000 travailleurs organisés* ». CQFD.
Le 26 avril 1923, la CGT-U achète pour 150 000 francs la

propriété de la Villette-aux-Aulnes à Mme Veuve Fourchault. La prophétie auto-réalisatrice de Marguerite Rosmer est concrétisée.

L'arrivée du S.O.I.

« *En 1922, les communistes se trouvèrent en majorité au conseil d'administration de l'orphelinat d'Épône ; aussi, en janvier 1923, Madeleine Vernet, qui ne s'était pas ralliée au communisme, dut-elle abandonner ses fonctions de directrice. Le 13 juin 1923, les pupilles d'Épône partirent pour Mitry-Mory* » *(7)*. Ils sont une cinquantaine.

Louis Tribier reste gérant, mais son influence s'efface au profit de Jules Simonet, secrétaire général du Conseil d'Administration, dont l'UD CGT-U de la Seine va prendre la direction effective en 1925. Madeleine Vernet considérait que « *l'embrigadement de la jeunesse par les organisations ouvrières est faire du dogmatisme. C'est en agissant ainsi qu'on empêchera la jeunesse d'apprendre à penser* » *(8)*. Avec son refus de l'emprise de l'État sur l'éducation, le divorce avec la CGT-U est d'autant plus consommé que l'anarcho-syndicalisme perd du terrain.

(DR)

Le Théâtre de Verdure.

En 1926 arrive un nouvel acteur qui change radicalement la gestion financière et éducative. « *Le S.O.I. prend en charge la gestion de l'Orphelinat, dans le cadre de sa politique d'aide à l'enfance, en parallèle notamment des colonies enfantines. Le rôle de la CGT-U reste toutefois important, tant pour le financement que pour les prises de décision. L'institutrice Jeanne Fannonel est en charge de l'animation pédagogique* » *(9)*.

Le S.O.I. (Secours Ouvrier International) est un organisme lié au Komintern, fondé à Berlin le 12 septembre 1921. « *Il oeuvre d'abord pour la défense du berceau de la révolution, puis élargit son spectre d'action aux enfants d'ouvriers emprisonnés, aux grévistes et aux chômeurs. Animé par Willi Münzenberg, il semble cependant n'être jamais devenu une organisation de masse. Tôt mis en veilleuse et concurrencé par l'action du SRI (Secours Rouge International), il est finalement dissous en 1935* » *(10)*. L'historienne Axelle Brodiez note aussi : « *La concurrence entre le SOI et le SRI aurait été forte dès les débuts. En 1924, l'Internationale communiste doit intervenir pour tenter de résoudre des conflits de compétence qui, cependant, perdurent* ».

(DR)

Un Groupe d'Enfants.

La reprise en main

Si l'objet social du S.O.I. peut concerner la gestion d'un orphelinat à vocation prolétarienne, on peut se demander pourquoi il prend les pleins pouvoirs à la Villette-aux-Aulnes en 1926, mettant la CGT-U devant le fait accompli. L'explication tient peut-être au fait que le monde du Komintern en France est un village, où habite justement Marguerite Rosmer. « *En 1922, elle partit pour la Russie avec un train du Secours Ouvrier International, pour distribuer des vivres, travaillant aussi avec l'American Relief Association (ARA) pour lutter contre la famine* » *(11)*. Elle connaît déjà son futur mari, Alfred Rosmer, né aux États-Unis, parlant donc l'anglais, qui travaille à Moscou, en russe, au bureau de l'Internationale Communiste, où il converse souvent avec Trotsky et Lénine. Ce dernier a créé en partie le S.O.I. pour contrecarrer l'influence internationale de l'ARA, que connaît bien Alfred. Les Rosmer sont parfaits pour la succursale française.

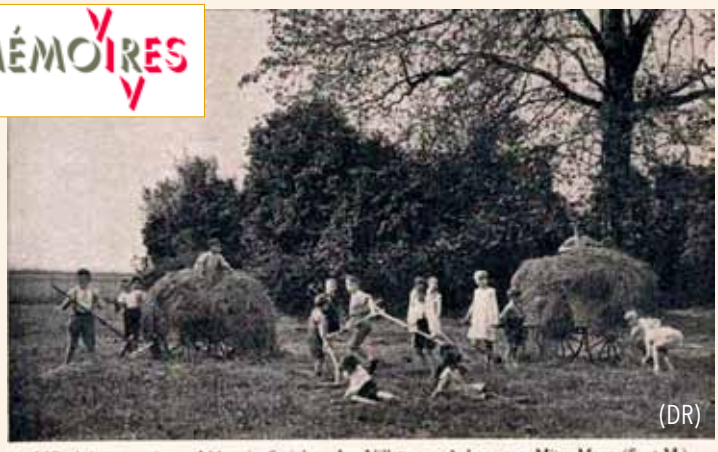
Marguerite, une fois écrit l'article de l'Humanité, ne s'occupe évidemment pas de la gestion quotidienne de la Villette-aux-Aulnes, mais le S.O.I. met en place des dirigeants dévoués et énergiques. Parmi eux, Émile Dutilleul, typographe anarchiste devenu administrateur communiste de l'Humanité en 1924 *(12)* et de la Banque Ouvrière et Paysanne.

« *Extérieurement, nous avons marché, du point de vue financier comme au point de vue moral, à pas de géant* », écrit-il dans le bulletin de la « *Maison d'enfants du S.O.I.* » en août 1928. Le rapport financier de 1926 et 1927 confirme. Les recettes passent en deux ans de 206 404 à 245 864 francs et la balance avec les dépenses est excédentaire. sans compter les 10 000 francs que rapporte la production agricole du domaine. Les 52 155 francs de recettes de l'exercice 1919 et son déficit de 5 425 francs font évidemment pâle figure, même avec l'inflation. À noter aussi que le nombre d'enfants passe d'environ 50 en 1923 à une moyenne de 35 en 1927.

Les principaux donateurs

L'état des recettes montre des disparités entre donateurs. En 1926-27, ils sont environ 350 « sociétaires », principalement des syndicats, pour environ 50 000 francs. La mairie de Mitry-Mory, communiste depuis 1925, fait un gros effort : sa subvention passe de 6 261 francs en 1926 à 11 450 l'année suivante. Elle baisse en 1928 et 1929, au motif que « *certaines préfectures s'arrogent le droit d'annuler les subventions communales votées par nos amis, sous le prétexte avoué que nous sommes un orphelinat à tendance politique* ».

Parmi les recettes importantes, les « Groupes d'Amis » vont d'environ 20 000 francs en 1926 à près de 50 000 en 1927. La CGT-U cotise dans les mêmes proportions, pendant que le S.O.I. est plus épisodique. « *Il est vrai qu'en 1929, la C.G.T-U a versé 104 625 F, qui sont descendus en 1930 à 61 681F, affirmant ainsi une différence qui aurait pu être néfaste. Les raisons invoquées viennent du fait que certaines Fédérations arrêtent leurs comptes en mars de l'année suivante. Le S.O.I a versé une*


(DR)

L'Orphelinat ouvrier « L'Avenir Social », La Villette-aux-Aulnes, par Mitry-Mory (S.-et-M.). *La fenaison : les jeux se mêlent au travail.*

avance de 42 066 F en plus en cours d'année, qui fit monter la somme globale à 91 640F », indique l'historien local Jacques Devignat *(13)*.

Les fêtes de la Villette-aux-Aulnes rapportent 16 927 francs en 1927 et attirent beaucoup de monde. *« D'après les témoignages la population de Mitry-Mory était très respectueuse envers l'orphelinat, elle participait aux fêtes dans le parc et on ne constate pas d'hostilité à l'égard d'enfants étrangers. Les enfants sont venus de toute la France, d'Espagne, d'Algérie parfois, orphelins, de fusillés de guerre, de victimes de manifestations ou de répressions policières ». (14)*

L'école de Jeanne

La vie quotidienne reste rude en dépit des améliorations financières, qui permettent de s'attaquer aux gros équipements manquants : chauffage central, douches, fosses septiques. L'électricité n'arrive qu'en 1936, avec le Front Populaire, ce qui n'est pas forcément une coïncidence. *« Nous devons continuer à nous éclairer au gaz d'essence »*, explique le bulletin de l'Avenir Social d'août 1929. *« Il faut dire à ce sujet que nous avions espoir sur les promesses formelles de la municipalité de Mitry-Mory qui, de son côté, n'aurait pas demandé mieux que de les tenir. Mais elle veut gérer elle-même l'exploitation du réseau, ce qui a mis en rage les sociétés capitalistes intéressées et monsieur le Préfet de Seine-et-Marne qui se sont arrangés, comme ces braves gens le font toujours dans ce cas, pour créer toutes sortes de difficultés et de retards ».*

Dana son « Rapport sur l'enseignement » de 1927-1928, l'institutrice de l'orphelinat, Jeanne Fanonnel, relie d'ailleurs le confort matériel à la pédagogie. *« Issus de parents qui ont le plus souvent une hérédité maladive, l'effort d'hygiène doit tendre à recréer chez nos petits débiles une bonne santé physique et morale ».*

L'enseignement de l'orphelinat, de 1926 à 1930, n'a aucune relation avec l'école officielle de la République, Il est confié à cette militante de confiance, aidée pédagogiquement par deux autres camarades enseignants de Seine-et-Marne, Louis Clavel et Yvonne Orliange. L'Avenir Social salarie les cours de professeurs de chant, de physique-chimie, de dessin et d'un moniteur d'éducation physique.

Jeanne Fannonel présente toutes les garanties politiques nécessaires. Pendant l'été 1926, elle est à Vienne, en Autriche, au congrès de l'Internationale des travailleurs de l'enseignement, puis passe un mois à Moscou à la demande du S.O.I. Elle revient le 10 septembre pour prendre en main l'enseignement à l'orphelinat. *(15)* Deux ans plus tard, elle est satisfaite de ses débuts : *« L'Avenir Social s'achemine déjà vers ce qu'il doit être : une expérience de pédagogie prolétarienne créée par le mouvement ouvrier tout entier. L'esprit de nos enfants, leur regard clair sur la vie travailleuse, leur manière de réagir sur le milieu capitaliste qui les environne, sont déjà une garantie de ce qu'ils seront plus tard et de ce que nous voulons voir éclore en eux : un groupe de travailleurs conscients, robustes de corps et d'esprit ».*

(DR)

Commission d'Hygiène.

« Mens sana... »

C'est une préoccupation permanente de Jeanne Fanonnel. La Villette-aux-Aulnes recueille des orphelins de familles ouvrières, âgés de quatre à huit ans, et les garde jusqu'à quinze ans. Parmi eux, *« un certain nombre de caractériels, d'enfants repliés sur eux-mêmes et de déficients ».* Ces aspects sont pris largement en compte dans l'examen d'admission à l'orphelinat. *« Cet examen éliminatoire a été créé dans le but de refuser l'entrée de l'Orphelinat à tous les enfants reconnus comme anormaux graves, l'AS n'étant pas outillé pour les recevoir actuellement »*, écrit Jeanne Fanonnel en 1928. En 1931, le médecin de l'établissement, Pierre Rouquès confirme : *« La visite d'admission doit être sévère car l'Avenir Social n'est pas une simple organisation. C'est une organisation de lutte de classes qui, tout en aidant les petits prolétaires malheureux, ne doit pas oublier son rôle de recruteur et d'éducateur. L'Orphelinat de l'Avenir Social doit être une pépinière de militants, intelligents, robustes et sains, au moral comme au physique ». (16)* Jacques Devignat relève ces positions : *« Le docteur Pierre Rouquès a bien employé cette phrase : « L'Avenir Social ne doit pas admettre de tarés ».*

L'exigence ne touche pas seulement les enfants. Dans son rapport moral de 1928, Émile Dutilleul ne mâche pas ses mots : *« Si nous sommes tout à fait satisfaits des progrès sociaux chez les enfants, nous sommes obligés de dire qu'il n'en est pas de même chez les adultes. Il y a encore à l'AS chez les adultes beaucoup trop de soucis per-*

(DR)

La Cuisine.

La direction pendant une fête (DR)

sonnels, de petites ambitions, qui créent inévitablement des luttes sourdes et désagréables. Même dans ce milieu, cependant propice, les adultes restent victimes contre eux-mêmes de la mauvaise éducation qu'ils ont reçue dans l'âpre vie individualiste-capitaliste ».

Pour remettre tout le monde dans le droit chemin du progrès social, il faut donc une direction à l'énergique poigne politique, d'autant que les nuages s'accumulent en 1930. Un directeur est arrivé en 1928, mais ne fait pas l'affaire. *« Le camarade qui avait été appelé à la direction , après nous avoir fait espérer un travail profond et continu, a dû abandonner cette direction pour des raisons personnelles et à la suite de désaccords sérieux avec le Conseil d'Administration »*, explique celui-ci. Le directeur suivant, Jean-Marie Depouilly, n'arrive que le 16 février 1931 et qualifie un an plus tard sa tâche de *« particulièrement lourde et délicate, en raison d'un manque de direction antérieure »*.

(DR)

La Basse-Cour.

École laïque et contre-enseignement

Le principal coup dur de 1930 est le départ forcé de Jeanne Fanonnel. *« Le gouvernement et son administration de l'Instruction publique, qui voyaient nos succès et ne pouvaient s'en réjouir, nous déclarèrent la guerre, la guerre de classe, inévitable »*. L'État impose à l'institutrice de reprendre immédiatement son poste dans l'enseignement public, sous peine de perdre ses quinze années d'ancienneté. ***(17)*** *« Jeanne Fanonnel obtint un poste d'institutrice à Mitry-Mory en 1931 dans une école qui fut inaugurée par la municipalité communiste. Cette manifestation fut interdite et une grève scolaire commença. Elle se solidarisa avec la municipalité et fut déplacée dans une école d'un hameau de Villeneuve-Bellot »* ***(18)***.

L'AS fait officiellement contre mauvaise fortune bon coeur devant la perte de son autonomie pédagogique. *« Maintenant qu'il fréquente l'école laïque, notre enfant apprend par lui-même à vérifier ce que ses éducateurs révolutionnaires lui ont fait remarquer. (…) Travailler au développement d'une jeune conscience, à son émancipation ouvrière en faisant un contre-enseignement qui oppose la vérité prolétarienne aux mensonges de l'éducation bourgeoise, c'est là une oeuvre patiente et quotidienne d'une qualité supérieure »*.

Une autre menace sur le fonctionnement de l'AS est représentée par les conséquences de la crise de 1929, qui déferle sur l'Europe avec le chômage accru, les soupes populaires, la désyndicalisation à la CGT-U, renforcée par la tactique « classe contre classe » du PCF (1928-1932). En 1933, les recettes sont convenables (plus de 315 000 francs), mais en baisse de 10 000 francs sur l'année précédente et inférieures aux dépenses pour la première fois depuis 1926. La CGT-U a pourtant rendu obligatoire le timbre « de un franc édité par la S.O.I. », sur lequel le syndicat prélève cependant sa dîme de 10 à 15 %.

Les camarades concurrents

Dans les bulletins de l'Avenir Social existe de 1930 à 1934 une concurrence de commentaires entre S.O.I. et CGT-U sur le thème « Qui est le meilleur ? ». La première organisation, qui tient la direction, sort évidemment gagnante, d'autant que ses ressources, financées en partie par le Komintern, ne sont pas directement touchées par la crise capitaliste. En témoigne le bulletin de 1932 : *« Pour les efforts de la CGT-U, les versements de notre Centrale révolutionnaire sont en léger progrès, bien qu'encore notoirement insuffisants. (…) Nos camarades du S.O.I. ont continué à nous assurer la bonne gestion, qui nous a permis jusqu'à ce jour de traverser les périodes difficiles »*. En 1933, le président du Conseil d'Administration, Michel Onof, dirigeant du S.O.I., enfonce le clou : *« il est inadmissible que tant de syndiqués unitaires et surtout les responsables des syndicats ou organes syndicaux restent indifférents à « L'Avenir Social », leur orphelinat »*.

Les relations entre organisations semblent reléguer au second plan la pédagogie maison. En 1934, le directeur Depouilly avoue que *« la commission pédagogique est restée encore cette année à l'état de fumée »*. Évidemment, la scolarisation des enfants à l'école publique « bourgeoise » a enlevé des prérogatives à la révolution à plein temps.

« Les enfants de l'Avenir Social se sont très bien intégrés à l'école de la Villette-aux-Aulnes. D'un côté comme de l'autre, ce mélange d'éducation a été bénéfique », note Jacques Devignat.

En 1934, Michel Onof semble préoccupé par des questions plus globales : *« De grandes possibilités existent toujours pour notre Orphelinat, dans la mesure où nous saurons lier notre oeuvre avec les luttes ouvrières, avec la répression sanglante du fascisme, par une solidarité effective pour les enfants des victimes du fascisme international »*.

La preuve par 36

1935 résout un premier problème. Félix Brunand, membre de la CGT-U et du S.O.I. est nommé directeur de l'Avenir Social. Aux élections municipales de la même année, il devient maire-adjoint communiste de Mitry-Mory. Peu après, le S.O.I. est discrètement dissous par l'Internationale communiste. Le Secours Rouge International, l'ancêtre du Secours Populaire Français, récupère l'essentiel de ses activités, mais le syndicat reprend la main à l'AS. La Villette-aux-Aulnes y gagne d'autant plus que 1936 marque la réunification de la CGT et la victoire du Front Populaire, qui fait exploser adhésions et cotisations. La prospérité de l'Orphelinat ouvrier amène le relâchement des crispations

idéologiques et le développement d'une pédagogie qui intègre les recherches psychologiques sur l'enfance .
Le décret-loi du 26 septembre 1939, signé du président de la République, Albert Lebrun, dissout le Parti Communiste et toutes les organisations s'y rattachant. « L'Avenir Social » est naturellement dans la charrette. Les enfants sont chassés et dispersés, le domaine successivement saccagé par les Vichystes et les troupes allemandes. Le premier Conseil d'Administration d'après guerre élit Henri Raynaud, secrétaire de la CGT, comme président, qui entame la reconstruction d'un projet dévasté.

F.L.

(DR)
Le Réfectoire.

NOTES

1 – **Le nom des départements** correspond évidemment à la nomenclature en usage depuis 1966 en région parisienne, et non à celle de l'époque (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne).
2 – **Cf « Mémoires Vives » n° 29** (2014), pages 10-13.
3 – **Louis Tribier** se présenta, en 1919, aux élections législatives en Seine-et-Oise sur la liste SFIO et fut battu.. Délégué aux congrès de Strasbourg et de Tours, il défendit la motion Longuet (minoritaire). (Le Maitron).

(DR)
« L'Avenir Social », La Villette-aux-Aulnes, par Mitry-Mory (S.-et-M.). *Bibliothèque : un peu de lecture collective.*

4 – **Rapport de Noëlle Drous,** secrétaire du Conseil d'Administration de l'AS, in « Bulletin trimestriel de l'Orphelinat ouvrier d'Épône », novembre 1922.
5 – **En 1920,** le salaire mensuel moyen d'un manoeuvre est d'environ 400 francs.
6 – **Marguerite Rosmer, née Thévenet** (1879-1962) a travaillé dans une colonie d'enfants à Périgny, en région parisienne avant de faire un héritage en 1910 qui la met à l'abri du besoin. En 1914, elle partage les positions de Pierre Monatte et assure le transport de brochures pacifistes entre la France et la Suisse. Elle rencontre alors Alfred Rosmer, de son vrai nom Griot (1877-1964), qu'elle épouse en 1932.
7 – **Le Maitron,** Dictionnaire anarchiste, notice de Claude-Paul Couture, complétée par Marianne Enckell.
8 – **Hugues Lenoir,** « Madeleine Vernet », Les Éditions du Monde libertaire, 2014, p. 37.
9 – **Jacques Devignat,** « L'Avenir Social », Les Amis du Passé de Mitry-Mory, 2015.
10 – **Axelle Brodiez,** « Le Secours Populaire Français, 1945-2000 : de l'organisation de masse à l'association de solidarité, histoire d'engagements », thèse de doctorat en histoire soutenue le 19 novembre 2004 à l'Université Paris-8.
11 – **Le Maitron,** notice sur Marguerite Rosmer par Colette Chambelland et Christian Gras.
12 – **Émile Dutilleul** (1883-1948) sauve l'Humanité de la faillite en 1931 et devient l'un des principaux responsables financiers du PCF.
13 – **Interview** donnée à l'auteur le 2 juin 2015.
14 – **Idem.**
15 – **Jeanne Fanonnel** (1889-1982) devint institutrice en 1911 et adhéra au PCF en 1925.
16 – **Pierre Rouquès** (1900-1952) fut médecin et chirurgien communiste. Après les élections municipales de 1925, il créa une douzaine de dispensaires municipaux dans la « banlieue rouge ». Il anima également les oeuvres sociales des fédérations CGTU de l'industrie, contribua à la création de la polyclinique des métallurgistes « Les Bleuets » et s'intéressa aux colonies de vacances pour enfants. (Le Maitron, notice de Rémi Skoutelsky).
17 – **Le Maitron,** notice de Jacques Girault et Claude Pennetier.
18 – **Villeneuve-Bellot** est une petite commune de Seine-et-Marne proche de Coulommiers.

Jacques Devignat et son livre sur l'Avenir Social (DR)

10e anniversaire de l'IHS CGT Île-de-France

Vendredi 23 octobre 2015

Avec les membres du Comité Régional, à 12 heures, dans la patio de la CGT à Montreuil, l'URIF et l'IHS CGT Île-de-France fêteront le 10e anniversaire de l'IHS.
Pascal Joly, secrétaire général de l'URIF, et Joël Biard, président de l'IHS, donneront des allocutions suivies du pot de l'amitié, au milieu de l'exposition réalisée en commun sur les 120 ans de la CGT en Île-de-France.

Bulletin d'abonnement à Mémoires Vives

Les adhésions à l'IHS CGT Île-de-France ne sont pas individuelles. Elles se font par organisation : UD, UL, organismes professionnels, autres IHS. Il est cependant possible de souscrire un abonnement individuel à « **Mémoires Vives** », de manière à permettre sa lecture par des personnes ne faisant pas partie des organisations précitées.

Nom - Prénom .....

Adresse email .....

Adresse .....

Code postal .....

Ville .....

(4 numéros par an 10 Euros) chèque à renvoyer : IRHS CGT Île de France case 455 - 263 rue de Paris 93514 Montreuil cedex

Entrez dans le futur

Dassault Aviation, Dassault Systèmes, Groupe Figaro, Immobilière Dassault, Château Dassault, Artcurial

meanings

Industrie aéronautique, haute technologie numérique et programmes de mécénat pour la recherche scientifique médicale de pointe : depuis plusieurs décennies, les femmes et les hommes du Groupe Dassault partagent cette passion pour l'innovation et poussent sans cesse les frontières de l'excellence.

Future Now

www.dassault.com

GROUPE DASSAULT